

**3-4** MARZO  
APRILE  
1978

# dossier europa

## emigrazione

### SOMMARIO

- Vue d'ensemble sur  
l'immigration en France  
(A. Perotti)** 3
- L'unica razza (M.P.)** 14
- Promozione e integrazione  
dei lavoratori stranieri in  
Svizzera (EKA)** 17



# dossier europa

## emigrazione

Anno III - marzo aprile 1978 - n. 3-4

Rivista mensile di documentazione e dibattito sui problemi dell'emigrazione, a cura dei CSER (Centri Studi Emigrazione Riuniti)

**Comitato promotore**  
CIEMM

46, rue de Montreuil - 75011 Paris

**CSERPE**

Oberwilerstr. 112 - 4058 Basel

**CSER**

Via Calandrelli 11 - 00153 Roma

**Gruppo di redazione**

G. Baggio, L. Favero, U. Marin, A. Perotti,  
T. Pozzi, GF. Rosoli, L. Taravella, G. Tassello

**Corrispondente CEE**

G. Callovi

**Grafica**

Bruno Murer

**Direttore responsabile**

Luigi V. Favero

Autorizzazione del Tribunale di Roma,  
n. 16.733 del 18 marzo 1977

Iscritto al Registro Nazionale della stampa  
in data 22.2.1977 con il n. 1273

**ABBONAMENTO**

Italia L. 5.000

Estero L. 5.000

ccp. 57678005 intestato a CSER, Via Calandrelli 11 - 00153 Roma, Tel. (06) 58.27.41 - 58.09.764

Il numero 3-4 di Dossier Europa Emigrazione pubblica due lunghi ma, a nostro avviso, importanti documenti: importanti per opposti motivi.

Il primo documento, di Antonio Perotti del CIEMM di Parigi, «Vue d'ensemble sur l'immigration en France. Elements pour une analyse. Des interrogations aux chrétiens», contiene una precisa analisi non solo della situazione dell'emigrazione in Francia ma anche del ruolo che le era stato assegnato e di quello che essa, faticosamente, si è venuta, invece, costruendo dagli anni '60 ad oggi.

L'accostamento globale e sintetico al problema non rende di facile lettura il documento. Alcune affermazioni hanno bisogno di ulteriore dibattito e approfondimento (su cui tornerà la rivista, sperando anche nel contributo dei lettori); tuttavia queste «interrogations aux chrétiens» si collocano come un tentativo di provocare delle risposte di fronte a un movimento non più periferico ma centrale «faiseur d'histoire» nella società moderna: la «riappropriazione del sociale» da parte dell'immigrazione in Francia, a partire dal ruolo economico in cui solo la si voleva relegare, è la chiave di lettura di tutto il testo.

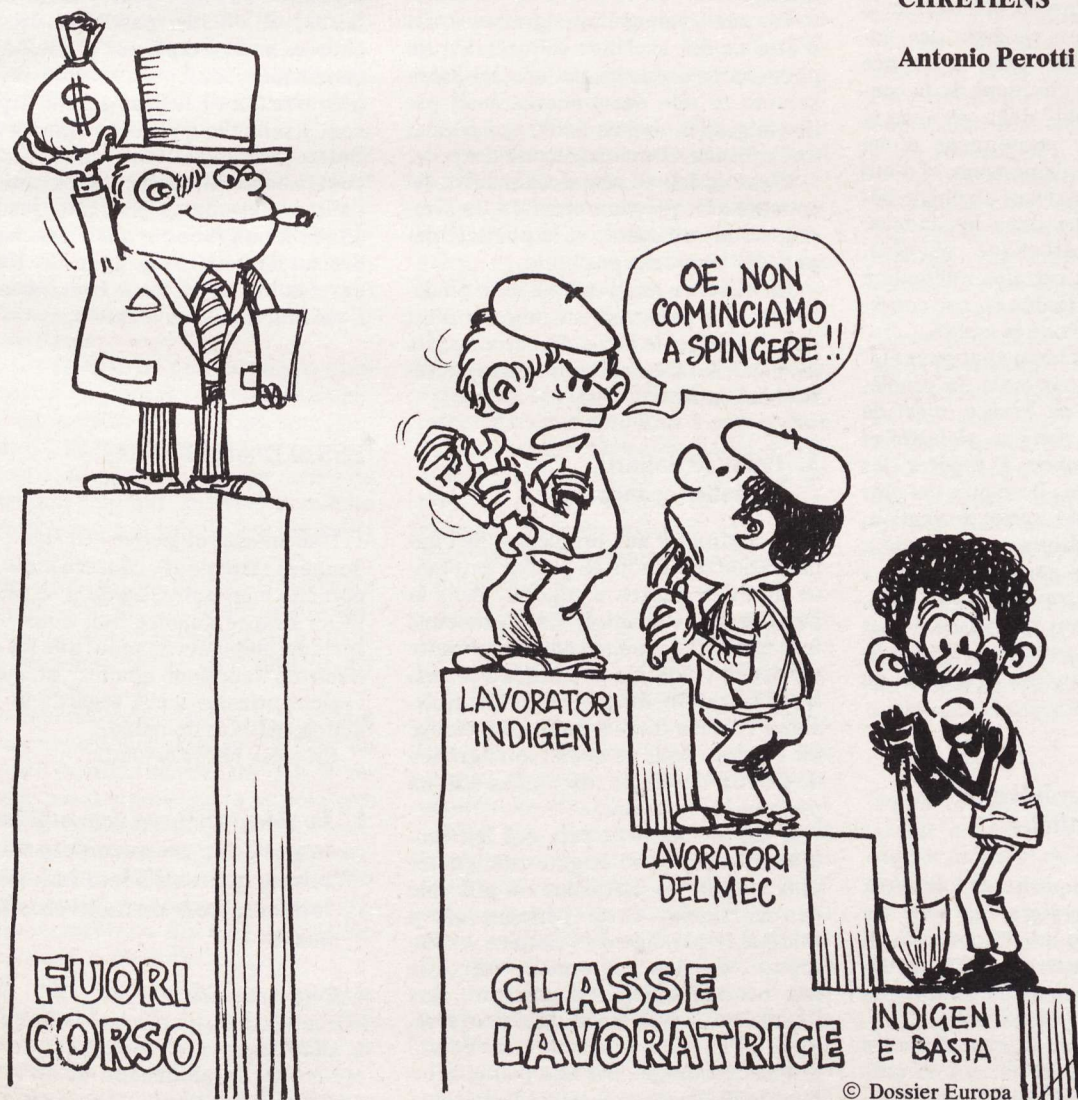
Il documento della Commissione Federale Consultiva per il problema degli stranieri (EKA), qui presentato nella traduzione e riduzione di T. Pozzi dall'originale tedesco, va invece preso in considerazione per motivi opposti. Nonostante il titolo «Promozione dell'inserimento sociale del lavoratore straniero con il contributo delle parti sociali» e la buona volontà di dimostrare che è nell'interesse reciproco, e dei lavoratori stranieri e delle aziende e della società svizzera, cercare un «modus vivendi» di buon vicinato, tutto il documento rimane all'interno della logica della «buona volontà»; che non è poi tanto buona e nemmeno ingenua dal momento che si pretenderebbe di risolvere con essa quello che invece è, e non da oggi, un problema di struttura nello sviluppo sociale ed economico della Svizzera.



# VUE D'ENSEMBLE SUR L'IMMIGRATION EN FRANCE

ELEMENTS POUR UNE  
ANALYSE.  
DES INTERROGATIONS AUX  
CHRETIENS

Antonio Perotti





**l'immigration avant d'être un fait social e culturel, est un phénomène économique**

## PREALABLES

### 1. Poser le problème dans son contexte historique et dans sa globalité

Ce qui conditionne en profondeur le témoignage chrétien vis-à-vis des immigrés c'est, d'une part, l'absence chez la plupart des chrétiens de la connaissance de la réalité dans ses aspects historiques et par conséquent d'une analyse valable du phénomène, et d'autre part, là où les analyses du phénomène existent, comme dans les mouvements d'action catholique ouvrière, l'attachement chez certains militants à des schémas trop rigides et, par conséquent, trop réductifs de la réalité.

Ce qui est le plus important pour établir une approche pastorale du problème des Immigrés en France, c'est de poser le problème *dans sa globalité* et non pas de chercher à repérer les secteurs où la vie des Immigrés est plus précaire (emploi, éducation-formation, logement, santé, droits sociaux, etc.), et où les chrétiens seraient appelés à intervenir. On se condamnerait, ainsi, à voir les effets avant les causes, et par conséquent à faire seulement de l'assistance, des actions paternalistes ou de la récupération. (1)

### 2. Approcher le problème d'une façon unitaire

Le caractère composite et fortement hétérogène de l'immigration, avec ses aspects multiples et interdépendants et ses réalités qui souvent s'interpénètrent et se superposent, ne semble pas se prêter à une analyse unitaire.

D'autre part il est indispensable, si on veut éviter de faire éclater la question centrale en une multitude de su-

jets secondaires, de découvrir le processus qui est à l'origine du phénomène, et qui en conditionne son ampleur, sa direction et ses aboutissements. Il faut saisir ce phénomène par le bon côté. Cela veut dire se confronter à l'immigration en tant que réalité économique.

Par son origine, l'immigration avant d'être un fait social et culturel, est un phénomène économique: et c'est précisément le rôle économique, joué par l'immigration depuis 1961, qui permet de l'affronter d'une façon unitaire.

C'est en fait ce rôle économique qui constitue la question centrale de l'immigration en France, et le point de départ de l'approche pastorale.

En effet, en analysant ce rôle, on découvre que le travailleur migrant n'est pas en marge de la vie de notre société industrielle: il en est, par contre, le véritable centre.

### 3. Point de départ: la réalité économique

Se confronter aux problèmes de l'immigration tels qu'ils se posent en France après la guerre d'Algérie, dans la période de transition de l'économie française du domaine colonial au cadre européen (1963 à nos jours) c'est analyser la nature du processus de croissance économique tel qu'il a été réalisé en France. Dans ce sens l'immigration des deux dernières décennies est *un phénomène nouveau*.

C'est précisément cela qui fait problème, et non pas l'origine ethnique de plus en plus nordafricaine ou africaine des Immigrés. Cette période, qui a marqué le passage de l'Empire à l'Europe, a été pour l'économie française une période à la fois d'ouverture vers l'extérieur, et de restructuration accélérée à l'intérieur (concentration économique encouragée par une politique industrielle élevée au rang de doctrine).



La main d'œuvre étrangère disponible et mobile par définition, s'est insérée parfaitement dans le processus de restructuration de l'appareil industriel en fonction des impératifs nouveaux de l'internationalisation du capital.

Dans le but d'une part d'accroître la mobilité et de faire pression sur les salaires, et d'autre part d'assurer des sources stables dans une phase de forte concurrence européenne pour la main d'œuvre (face à la plus grande capacité concurrentielle de l'Allemagne et de la Suisse), le plan économique ouvrait consciemment les frontières aux travailleurs étrangers (de 1962 jusqu'en 1968 l'immigration n'allait pas descendre au-dessous de la ligne de 100.000 entrées par an). *C'était la naissance de l'immigration sauvage*.

## ESSAI D'ANALYSE (2)

Une analyse objective des faits et des données statistiques concernant le phénomène migratoire, tel qu'il se présente en France aujourd'hui, nous révèle certains éléments de fond, que les chrétiens ne sauraient ignorer, et qui devraient orienter leurs regards et leurs actions dans ce domaine..

En voici, les principaux:

### 1. Le rôle purement économique imposé aux mouvements migratoires, qui tend à leur enlever tout caractère de mouvement social

Cela comporte:

- L'intégration purement *fonctionnelle* (l'adaptation des immigrés dans la sphère de la production et de la consommation) et l'*exclusion sociale* (non

FABBRICA

COMPAGNO!  
SEI UN LAVORATORE  
COME NOI  
PRIMA CHE UNO  
STRANIERO!



DE', STRANIERO, IL VOSTRO  
BAR E' DA QUELLA PARTE,  
ANCHE SE SIETE OPE-  
RAI COME  
NOI !!



jouissance de droits civiques, marginalisation du point de vue politique, social et culturel). De là découle l'ambivalence de la condition des immigrés (ouvriers + étrangers), qui différencie les travailleurs immigrés du reste de la classe ouvrière autochtone.

- L'installation des travailleurs immigrés dans l'insécurité, liée aux conditions d'accès au travail et à la réglementation du séjour (multiplicité, complexité et clandestinité des textes administratifs).

- La stratification du marché du travail et la constitution des marchés du travail cloisonnés et parallèles.

- La hiérarchisation sociale, la stratification des nationalités et des races humaines dans le marché du travail.

- L'ethnocentrisme des couches sociales ouvrières.

Toute analyse ne peut négliger, comme point de départ, ce rôle économique, qui constitue la vraie question centrale de l'immigration.

Cela nous amène au statut actuel du travailleur migrant qui vise à réduire l'immigration à la simple fonctionnalité productive.

En effet, le statut des travailleurs étrangers est une opération ambivalente et génératrice d'ambivalences dans la conscience vécue des immigrants eux-mêmes.

La fonctionnalisation dans la sphère de la production se fait sur la base du rôle des immigrants en tant que membres d'une catégorie de la société globale: la classe ouvrière. Mais l'«unifonctionnalisme» auquel sont contraints les travailleurs immigrés différencie ceux-ci du reste de la classe ouvrière autochtone qui est, par définition, plurifonctionnelle.

En fait, les travailleurs immigrés sont exclus de toute participation institutionnalisée à la société globale, en dehors de la sphère de la production. Ceci sur la base de leur appartenance

ethnique, c'est-à-dire en tant qu'étrangers. *Ouvriers (+étrangers) dans la sphère de la production, ils deviennent étrangers (+ouvriers) dans la sphère de la vie, hors du travail.*

Dans cette double catégorisation, - *ouvriers-étrangers* -, se joue l'ambivalence de la situation de l'immigration. Croire que les immigrés puissent avoir ou développer une conscience de classe, *indépendamment* de leur conscience ethnique, est faux.

L'intégration fonctionnelle et l'exclusion sociale sont deux aspects d'un seul et même processus, deux aspects étroitement imbriqués: en fait l'unifonctionnalisation de la classe ouvrière immigrée, ne peut s'opérer entièrement *qu'à condition que les ouvriers immigrés restent des étrangers.*

Si l'intégration était réalisée de façon extensive, les travailleurs immigrés seraient alors des membres à part entière de la classe ouvrière autochtone. C'est-à-dire que leur degré de marginalisation dépendrait surtout de l'état des rapports de force existant en France, entre la classe ouvrière et la bourgeoisie dominante.

Mais jusqu'à quand pourra-t-on maintenir pour les étrangers cette double catégorisation, qui dans un certain sens nous fait retourner à une démocratie antique, grecque ou romaine, dans laquelle les producteurs n'avaient pas voix au chapitre, et seuls les citoyens géraient les affaires?

Bien que nous n'en soyons pas là, la présence des travailleurs immigrés qui jouent un rôle important dans la vie économique mais non politique du pays, soulève des problèmes sérieux. D'autant plus que, comme on le verra par la suite, les immigrés en France tendent à se constituer en «minorités permanentes». (3)

Il y a plus encore. Le statut juridique ne se limite pas à cette *double catégo-*

*risation des immigrés étrangers*, mais il crée aussi une autre dissociation évidente.

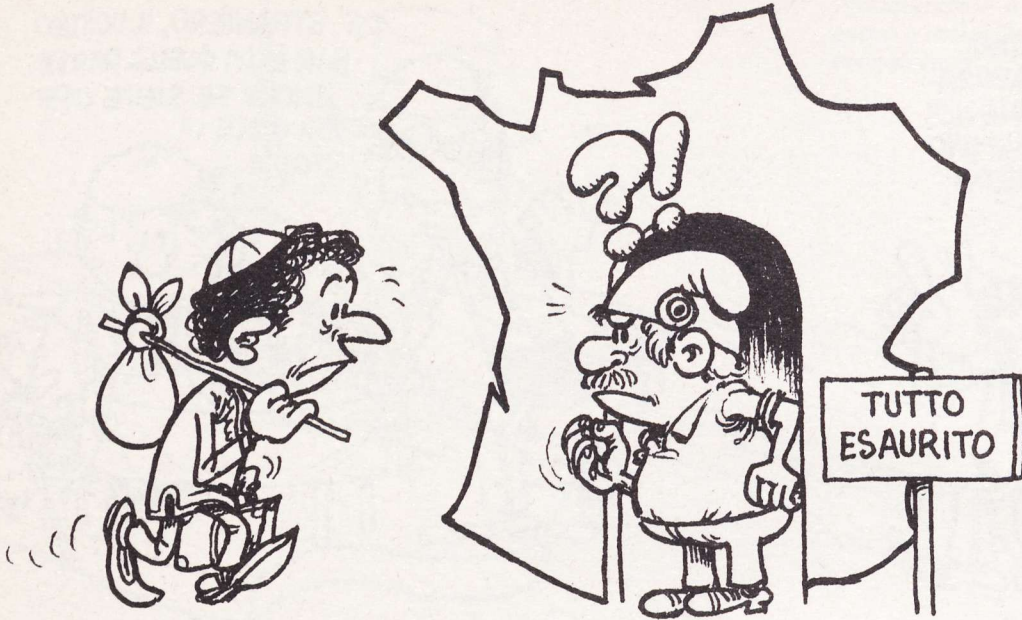
La réglementation du séjour et du travail des étrangers confère à ceux-ci un statut juridique sans rapport avec l'objet même de leur travail, mais qui a des incidences évidentes sur leurs conditions d'emploi. La notion de travailleur étranger procède d'une acceptation juridique du statut qui leur est fait sans que ce dernier ne recouvre une réalité économique qui justifierait cette dissociation.

Sur cette dissociation est régie la multiplicité des status qui découlent des conditions mises à l'installation des immigrés en France, selon que les étrangers sont soumis au régime général, au régime CEE, ou à d'autres régimes particuliers, définis par les accords bilatéraux.

Le statut juridique a été ainsi détourné de son objet premier (conférer droits et devoirs au travailleur) et a permis, *du fait de la qualité d'étranger* qu'il consacre, une infériorisation de la situation faite aux étrangers. C'est précisément ce statut juridique particulier qui conduit certaines entreprises à ne pas leur reconnaître les mêmes droits qu'aux nationaux, et qui permet surtout une nouvelle division du travail, et la modification de son organisation technique et sociale. (4)

*De la susdite dissociation créée par le statut juridique, découle la stratification et la hiérarchisation du marché du travail*

Toutes les données concernant les emplois des étrangers, leur répartition dans les secteurs productifs, leur condition professionnelle et leur qualification, montrent le rôle de l'immigration comme système d'évacuation des tâches non qualifiées.



Diverses analyses économiques et sociologiques font apparaître que, d'une manière générale, le marché du travail se divise en marché *primaire*, avec des emplois meilleurs (hauts salaires, sécurité d'emploi, possibilités de formation et de promotion, conditions de travail plus agréables (bruit-rythme-horaire...), et un marché *secondaire* et/ou non qualifié, conditions moins satisfaisantes au point de vue rythme, bruit, température, horaire... Les immigrés sont cantonnés dans ce marché secondaire.

Bien plus, ils sont largement utilisés pour déstructurer le marché du travail traditionnel, et pour constituer des marchés de travail cloisonnés et parallèles.

Cette politique de l'immigration visant à cantonner l'immigration exclusivement dans son rôle économique, est à l'origine en France du phénomène (déjà répandu en Allemagne) d'une immigration «à la carte».

#### *La hiérarchisation et la stratification par nationalités et races humaines dans le marché de travail*

Les chrétiens en France sont-ils conscients qu'un nouveau monde est en gestation chez eux, où les peuples ne se mêlent pas, mais se hiérarchisent (pas seulement en classes sociales, mais aussi en classes ethniques), en niveau de vie, de logement, d'emploi et de salaires, suivant les lois et les intérêts du marché national?

Combien de Français n'ont-ils pas aujourd'hui, au moins un ouvrier ou en employé immigré (de couleur) sous leurs ordres?...

Si la stratification du marché du travail (dans le sens de catégories sociales) n'est pas en France un phénomène nouveau (une société qui accepte et parfois même renforce les inégalités so-

ciales a nécessairement un marché de travail stratifié), il faut toutefois attirer l'attention des chrétiens français sur une stratification qui pour la France métropolitaine au moins, est une stratification nouvelle: celle des nationalités et des races.

Nous connaissons la stratification de la société américaine, des sociétés coloniales et de l'Afrique du Sud. Bien qu'il y ait des différences importantes qu'on ne doit pas oublier, ne sommes-nous pas en train d'installer chez nous un système de discrimination que nous dénonçons chez les autres?

#### *L'ethnocentrisme du monde populaire*

Toutes ces conséquences négatives de stratification sociale et raciale de la classe ouvrière, nous amènent à prendre conscience des multiples raisons qui expliquent l'ethnocentrisme du monde populaire, et la difficile cohabitation des travailleurs français et étrangers.

Cette prise de conscience est encore plus nécessaire si on songe que l'impact au niveau micro-social des mécanismes conjoncturels, économiques et politiques sous-jacents au phénomène migratoire, se traduit par des conditionnements le plus souvent assez gênants par la communauté d'accueil, au niveau d'aspirations de groupes sociaux *plus directement confrontés avec les migrants* (la classe ouvrière).

La présence des immigrés est ressentie comme une concurrence par beaucoup d'ouvriers français qui se sentent serrés de trop près par la présence des immigrés, pour accepter facilement le raisonnement de l'économiste, qui leur explique que les immigrés occupent en réalité des postes dont les Français ne veulent pas.

Non seulement ces couches sociales de la société d'accueil comprennent as-

sez mal les mécanismes, à partir desquels d'autres institutions, d'autres couches sociales et d'autres opérateurs ont justifié la présence d'une forte communauté étrangère; mais encore, le plus souvent, ils n'ont pas participé, ou ils ont participé très peu ou avec une conscience lointaine, aux bénéfices surtout économiques *qui représentent l'enjeu politique de la migration*. (5)

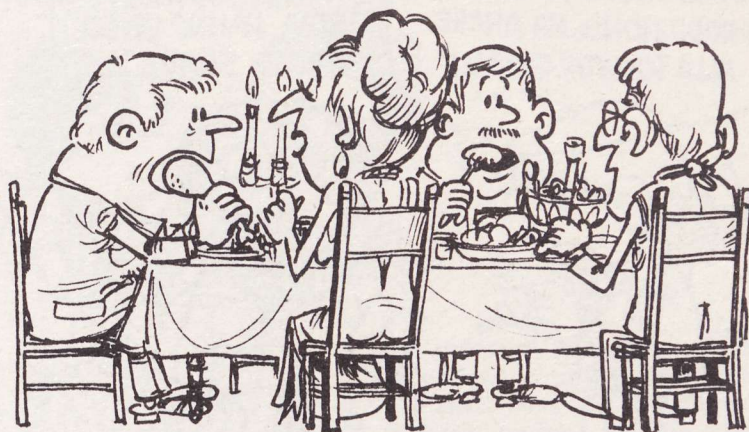
François Denantes, ouvrier spécialisé, écrivait dans *Le Monde Diplomatique* de juin 1975, les réflexions suivantes, révélatrices du problème évoqué:

*«Les dénonciations habituelles du racisme partent souvent de l'a priori qu'il constitue une attitude d'extrême droite, qu'il exprime une idéologie réactionnaire et bourgeoise provenant plutôt des milieux riches. Or, ce racisme d'extrême droite, pour bruyant et affiché qu'il soit, n'en représente pas moins un phénomène d'importance très secondaire; le vrai danger raciste vient d'ailleurs, car il éclot bien davantage dans un milieu où il ne s'exprime pas (du moins pas encore) en termes idéologiques ou politiques» (...)*

*«Dans une société où chaque catégorie sociale et professionnelle a pris l'habitude de fixer l'échelle de ses propres revendications sur des gens qui ont un niveau de vie supérieur, il serait surprenant que le monde ouvrier, qui continue à se sentir frustré des bénéfices de l'expansion, soit le seul à se retourner pour dire: freinons nos revendications catégorielles pour attendre les immigrés et nous solidariser avec eux! Même si l'idéologie de la 'lutte des classes' a permis d'ancrer les immigrés au mouvement syndical, beaucoup plus fortement en France qu'en Allemagne Fédérale, leur intégration globale au monde ouvrier français n'est pas réalisée pour autant. Si la France a fait venir des immigrés, ce n'est pas par souci d'altruisme, mais*

la demande dicte l'offre. Il ne faut pas oublier que c'est le Pays importateur de main d'œuvre qui garde sa position dominante

CALMA, DOBBIAMO ASPETTARE CHE AVANZINO QUALCOSA...



par besoin d'une main-d'œuvre à bon marché; comment ce but éminemment intéressé ne se répercuterait-il pas au bas de l'échelle sociale où le monde ouvrier témoigne qu'il refuse de faire seul les frais d'une hospitalité qui, pour lui, est difficile, alors que les classes supérieures en sont dispensées par le seul jeu de mécanismes socio-économiques?».

## 2. Prise de conscience des rapports de force (dominant-dominé), sous-jacents aux émigrations des travailleurs

Les chrétiens de France doivent prendre conscience des rapports de force entre pays pauvres et pays riches, entre pays sous-développés et pays développés, entre cultures et classes dominées, et cultures et classes dominantes (tant du pays de départ que du pays d'accueil),

- rapports vécus consciemment ou inconsciemment par les immigrés dont l'immigration, dans ses causes, ses mécanismes de déroulement, ses politiques, ses situations, est un révélateur (épiphanie).

- Comment peut-on oublier dans une analyse de l'immigration en France, le passé colonial de la France dans les pays fournisseurs de main-d'œuvre, avec tout ce que la colonisation et le processus de décolonisation a significé et comporté sur le plan surtout de l'expropriation et de la dépossession culturelle?

Le colonialisme a laissé des séquelles, qui ne disparaîtront que lentement. «Nous avons pendant soixante-dix ans dépeuplé, chassé, traqué les Arabes, pour peupler l'Algérie d'Italiens et d'Espagnols» (Anatole France, en 1905).

Et c'est surtout la conséquence de la politique colonialiste qui n'a jamais

voulu fournir un effort de scolarisation réel, en faveur des Algériens, si au début des années 1960, 85% à 90% des immigrés algériens étaient illettrés.

On ne peut pas non plus oublier que pendant la guerre 1914-18 furent réquisitionnés 86.000 Algériens et 54.000 Tunisiens (passibles du Conseil de guerre à la moindre infraction), pour remplacer dans les usines les travailleurs français, mobilisés. Et c'est encore en 1940, que le Ministre français du Travail demanda l'envoi en France, de contingents de plusieurs milliers de travailleurs, groupés en formations paramilitaires.

Pour suivre aujourd'hui une politique de renvoi des immigrés à leur pays d'origine, à cause de la crise économique et du chômage, ce serait encore une fois mettre l'accent sur les rapports de force et sur les intérêts de la société d'accueil, considérée en tant qu'univers inamovible, auquel les immigrés doivent de toute façon s'adapter.

La demande dicte l'offre. Il ne faut pas oublier que c'est le Pays importateur de main d'œuvre qui garde sa position dominante et qu'il la gardera aussi longtemps que l'écart avec les Pays fournisseurs de main d'œuvre restera aussi grand.

## 3. Caractère permanent, structurel, voire définitif de l'immigration dans certaines fonctions productives

Une immigration de masse, comme celle qui s'est produite en France les deux dernières décennies, a influencé et marqué l'économie française, d'une façon permanente et structurelle. En effet, on peut déterminer la fonction que jouent les travailleurs migrants dans une économie nationale selon le rapport des travailleurs immigrés à la population active.

Il est ainsi possible de distinguer quatre phases:

- 1 - Les immigrés sont utilisés pour combler (d'une manière temporaire) des déficits sur le marché national du travail (0 à 5% de la population active);
- 2 - Ils remplissent d'une manière permanente des fonctions que les travailleurs autochtones regardent comme désagréables, inférieures, ou sans sécurité (5-10%).
- 3 - Ils occupent la plupart ou toutes les fonctions non qualifiées (10-20%).
- 4 - Ils accomplissent le travail manuel dans une économie développée (20%, ou plus).

Bien que ces pourcentages aient été faits par les sociologues à titre d'hypothèse, on peut bien affirmer que le Luxembourg et la Suisse sont entrés depuis longtemps dans la quatrième phase, et que la France est en train d'entrer dans la troisième phase.

La question qui se pose est de savoir comment va se dérouler dans l'avenir la tendance, d'une part à la prolongation de l'éducation scolaire (le nombre absolu des jeunes gens qui entrent sur le marché du travail avec une éducation scolaire de moins de 8 ou 10 ans diminue rapidement), et, d'autre part, la tendance à la désaffectation du travail manuel, et surtout à l'abandon, si possible, des fonctions non qualifiées, sales et sans un minimum de respect social.

L'ampleur grandissante du mouvement, sa fonction dans les divers secteurs économiques et sa pénétration régionale, son adaptation au changement de structure, l'ont transformé en un processus permanent.

La crise économique, dont tout le monde connaît l'envergure, qui perdure depuis 5 ans, confirme cette hypothèse: la forte présence d'immigrés n'est pas un phénomène transitoire.

Tandis que, suite à la crise mondiale



de 1929, la population étrangère en France a diminué entre 1929 et 1936 de 3.000.000 à 2.198.000, pendant les cinq dernières années de crise (1973-1977), la population étrangère en France a montré une surprenante stabilité. Et cela, malgré la suspension de l'immigration en 1975, malgré le décret du 15 janvier 1976 prévoyant l'expulsion automatique des travailleurs «qui se trouvent, de leur fait, sans emploi ni ressources régulières depuis plus de six mois», et malgré le fait que tous les étrangers demandeurs d'emploi ou travaillant en France depuis cinq ans au moins, aient droit désormais au rapatriement gratuit et au pécule d'un million d'anciens francs.

Cette crise fournit la preuve que les travailleurs immigrés ne constituent pas une forme d'assurance-chômage.

Pour que le départ des immigrés ait une influence non marginale sur l'emploi des Français, *il faudrait que la substitution soit parfaite*. Après la stratification et la hiérarchisation qui s'est produite sur le marché du travail en France, ce n'est pas suffisant - pour rétablir les conditions de cette substitution -, une législation donnant priorité sur tous les emplois aux nationaux, ou la volonté gouvernementale de revaloriser le travail manuel.

En théorie, il existe un seuil de chômage, au-delà duquel les ouvriers seraient prêts à accepter une déqualification, une baisse de salaire, ou une détérioration des conditions de travail. Mais quel est ce seuil?

Encore une fois la crise fait ressortir le rôle des immigrés dans le processus de production. Il n'y a en effet aucun élément qui justifie sur le plan économique une politique, en France, de renvoi des immigrés, dans le but de résoudre la crise économique et de baisser le taux du chômage.

Les études et recherches, menées tant au plan international (OCDE - BIT)

que national (rapports de préparation du 7ème plan, rapport Le Pors), indiquent exactement le contraire. (6)

Ces rapports montrent qu'une forte réduction du nombre des immigrés, non seulement ne dégagerait que peu d'emploi, mais même aggraverait le chômage par une réaction en chaîne:

- relèvement des salaires moyens
- répercussions sur les prix
- baisse de la compétitivité sur le plan international
- diminution du taux de croissance
- dégradation de la balance commerciale.

Les experts du B.I.T. mettent en garde contre le renvoi des migrants, mesure qui peut avoir «un effet contre-productif», en entraînant des pénuries de main-d'œuvre, et une chute de la production dans certains secteurs et, par suite, des excédents de main-d'œuvre dans d'autres branches d'activité.

On est donc obligé de constater que la croissance économique française a été assurée par une immigration de masse, qui a développé une forme de société d'élite, c'est-à-dire une société qui laisse les postes plus ou moins mauvais aux travailleurs des pays sous-développés.

La politique d'éducation progressiste a été possible à bon marché, en raison de l'existence des pays sous-développés.

En l'absence d'une politique consciente, qui permettrait de rompre ce cercle vicieux, les forces libres du jeu économique conduisent à cette polarisation entre, d'un côté la richesse et la scolarisation, et de l'autre, la pauvreté et l'analphabétisme.

Ainsi, on peut constater que la position des travailleurs étrangers sur le marché du travail, n'est que l'expression nationale, et une illustration saisissante, de la situation internationale.

prise de conscience du fait que toute immigration de masse a vocation à devenir un mouvement «faiseur d'histoire»

#### 4. Prise de conscience du fait que toute immigration de masse a vocation à devenir un mouvement «faiseur d'histoire»

Le caractère *permanent* de la forte présence des immigrés en France, comporte deux autres éléments de fond, dans l'analyse de l'immigration:

- La vocation de toute immigration de masse, comme il résulte de l'histoire, à devenir un mouvement «faiseur d'histoire».

- La tendance actuelle dans l'immigration en France, à constituer des «groupes minoritaires», ethnique et religieux.

Malgré l'«unifonctionnalisme» et l'exclusion sociale imposés aux Immigrés, l'analyse historique et de nombreuses recherches d'anthropologie culturelle soulignent la vocation de l'immigration des dernières décennies, comme tout mouvement migratoire de masse, à se constituer en «mouvement social».

En réalité, les mouvements migratoires ont toujours été des mouvements «faiseurs d'histoire», dans la mesure où ils ont non seulement servi à développer le système productif, mais aussi, et peut-être surtout, à créer et à remodeler les formes de sociabilité caractéristiques des diverses catégories sociales.

Les nations sont, au fond, des résultantes d'une interaction complexe, entre diverses cultures. Les migrations de travailleurs dans les pays à forte présence d'immigrés, constituent en fait un mouvement social, à travers lequel *se restructure la classe ouvrière*, et dont les effets se font sentir dans la création ou la cristallisation des rapports sociaux globaux. Et cela, malgré les politiques migratoires qui ont cherché à réduire les contacts interculturels à un minimum dicté par l'adaptation



NOI SIAMO  
GIÀ QUASI  
UN MILIONE  
IN FRANCIA !!



E NOI, QUANDO SIAMO TANTI,  
DIVENTIAMO "GRUPPI MINORITARI"!



la présence d'environ un million d'enfants étrangers (de moins de 16 ans), dont 870.000 fréquentent l'école (parmi lesquels 265.000 arabes)

des travailleurs migrants dans la sphère de la production.

Sans citer toutes les implications dérivant des données démographiques (voir les données concernant les naissances d'enfants, dont l'un au moins des parents est étranger, les mariages mixtes, le nombre de naturalisations, etc.), comment peut-on évaluer par exemple les conséquences de la présence massive en France des immigrés africains (Maghreb, Pays africains au Sud du Sahara), et des Pays DOM-TOM (7) sur le développement et l'évolution des rapports entre la France et les Pays du Tiers-Monde, entre la France et le Monde Arabe (entre la civilisation chrétienne et la civilisation musulmane), et entre la France et les DOM-TOM?

Et comment évaluer le rôle important joué par les récentes migrations sur le développement en France de l'internationalisme ouvrier? Bien que les syndicats aient encore un long chemin à faire pour accepter le rôle spécifique des travailleurs immigrés et leur complémentarité dans les luttes ouvrières, il faut bien prendre conscience de la solidarité ouvrière (immigrés-travailleurs français), qui s'est développée en France dans les dernières années, et de l'aspect international de la lutte ouvrière. Il suffit de songer aux rencontres constantes et nombreuses entre les centrales syndicales des Pays d'origine, et les centrales françaises dans ces dernières années, et les prises de position commune, vis-à-vis des récentes mesures Stoléru.

L'internationalisme ouvrier vécu en France, qui se distingue nettement des milieux syndicaux en Allemagne ou en Suisse, s'explique encore plus par le fait des importants intérêts de Firmes multinationales françaises, qui sont implantées dans les anciennes colonies, actuellement les principaux fournis-

seurs de main-d'œuvre à la France. La lutte en solidarité avec les Immigrés, fait donc partie de la lutte générale contre le capitalisme international. Les réactions des syndicats aux mesures Stoléru, en sont un exemple évident.

La vocation des mouvements migratoires à se constituer en «mouvement social», est aussi manifeste dans l'influence exercée par les migrations sur les discussions internationales, concernant les droits de l'homme, la Convention B.I.T. sur le Statut des migrants, le développement du droit international privé. Le rôle d'exemplarité, que va jouer, vis-à-vis des Pays Tiers, la réglementation CEE, concernant les droits des travailleurs migrants ressortissants des Pays communautaires, ne fera que renforcer cette influence. Bien qu'elle ne s'applique pas aux ressortissants des autres Pays, elle constituera de plus en plus un objectif à atteindre par tous, étant donné les motivations générales, sur lesquelles elle se base (droit de l'homme au travail, à l'expression culturelle, à la formation, etc.).

Il y a enfin un élément majeur qui fait de l'immigration des 20 dernières années en France un mouvement «faiseur d'histoire»:

La présence d'environ un million d'enfants étrangers (de moins de 16 ans), dont 870.000 fréquentent l'école (parmi lesquels 265.000 arabes).

Le dernier recensement de la population (1975) enregistrait 1.086.000 étrangers de 0 à 19 ans, soit le 32% de la population étrangère totale.

«Leur présence pèse et pèsera lourdement sur l'évolution de la société française, dans les décennies à venir. Ce sont ces jeunes étrangers qui soulèvent et soulèveront les questions les plus délicates, qu'il s'agisse de l'insertion professionnelle ou de la participation à la vie sociale». (8)

##### 5. La tendance actuelle de l'immigration en France à constituer de vrais groupes minoritaires

Les groupes étrangers existant en France devront être analysés dans l'avenir en tant que *groupes minoritaires*, et non plus en tant qu'ensemble plus ou moins déstructuré d'individus. Le phénomène est déjà confirmé pour la communauté algérienne, et des tendances dans ce sens se dessinent pour la communauté portugaise.

Le processus de prise en charge, de plus en plus manifeste, par les immigrés, de leurs propres problèmes culturels - bien que dans le cadre d'une solidarité avec tous les mouvements du monde ouvrier local -, renforce ces tendances.

L'arrêt de l'immigration qui diminue la rotation du contingent d'immigrés (rotation habituelle à l'intérieur du groupe familial), va accentuer la politisation des immigrés. En effet, la plus longue durée du séjour en France, imposée par cet arrêt, permettra aux immigrés de prendre conscience de l'appartenance de classe et d'ethnie, et de mieux exiger leurs droits.

Le développement de l'enseignement de la langue maternelle pour les enfants des travailleurs immigrés, enseignement aujourd'hui revendiqué par tous les groupes ethniques, constitue un autre élément qui va amplifier cette tendance.

La tendance de l'immigration à constituer de vrais groupes minoritaires est renforcée par la diversité culturelle croissante des immigrés.

L'immigration des dernières décennies a drainé vers la France des populations de plus éloignées géographiquement et culturellement, dont l'insertion se relève de plus en plus difficile. En voici quelques éléments:

- La présence en France d'environ 1.500.000 immigrés musulmans, dont

VOI CI DATE  
FORZA LAVORO  
E NOI VI DIAMO  
TECNOLOGIA...



CON QUESTI CALCOLA-  
TORI POTRETE CONTARE  
FACILMENTE I SOLDI  
CHE CI DOVRETE!...



350.000 enfants, appartenant à une civilisation et à une religion très différentes de la civilisation christiano-occidentale.

- La présence d'environ 100.000 africains noirs francophones, qui connaissent des problèmes analogues à ceux des Maghrébins mais atteignant une ampleur telle que l'insertion se relève souvent impossible (passage clandestin des frontières, rigueur du climat, nourriture, absence de qualification professionnelle, logement en taudis ou en foyers surpeuplés...).

- La présence, en dehors des étrangers, d'environ 180.000 immigrés français d'Outre Mer (DOM-TOM) qui, au point de vue du déracinement culturel et sur le plan racial, présentent des problèmes analogues aux immigrés de couleur, et qui ont des conditions de vie semblables à celles des immigrés, malgré leur nationalité française. (9)

## 6. Les travailleurs immigrés désirent désormais prendre en charge, d'une façon autonome leurs problèmes

Un autre élément de fond dans l'analyse de l'immigration en France, est le fait que les travailleurs immigrés, en prenant conscience de la spécificité de leur condition socio-culturelle en France, désirent désormais prendre en charge, d'une façon autonome, leurs problèmes.

Et cela dans le cadre d'une «complémentarité» avec les organisations syndicales démocratiques qui sont leurs partenaires privilégiés. Cela nous amène à souligner le rôle de pression politique qui sera de plus en plus joué par les Organisations autonomes des travailleurs immigrés eux-mêmes (surtout ceux du Maghreb et d'Afrique Noire):

leur indépendance à l'égard de toute instance gouvernementale et de toute parti politique (tant en France que dans le pays d'origine).

Ces organisations autonomes veulent porter une responsabilité politique importante, vis-à-vis des pays d'origine, car «ils se situent dans un combat de solidarité avec leurs frères, qui luttent pour leur liberté et leur indépendance». (10)

Ces Organisations, qui trouvent un appui politique dans divers groupements politiques démocratiques français, luttent contre une émigration qui ne facilite guère le décollage économique des pays du Tiers-Monde, et qui peut consolider les régimes en place (baisse de taux de chômage - transfert de fonds, etc.). C'est pour cela que certains pays de départ redoutent la formation politique et syndicale que les immigrés peuvent acquérir en France (Voir le contrôle policier qu'ils exercent souvent sur eux en France même). Voici quelques déclarations significatives, extraites d'un document récent, rédigé à l'occasion du 3ème Festival des Immigrés:

«NOUS SOMMES DES TRAVAILLEURS RESPONSABLES. Le temps où les Français nous représentaient et parlaient en notre nom, est dépassé. Désormais, nous voulons avec les camarades français et leurs associations, partager le pouvoir, pour faire avancer collectivement la lutte et les intérêts de tous les travailleurs qu'ils soient français ou immigrés, tout en considérant que nous avons des problèmes importants qui nous sont propres et spécifiques en tant qu'immigrés. Pour que nous puissions assumer progressivement notre place dans les syndicats, dans les associations d'éducation populaire, dans les municipalités et dans nos mouvements autonomes, une formation pour militants, basée sur

**l'industrialisation du Tiers-Monde, qui se réalise actuellement dans un climat de concurrence avec les entreprises des Pays industrialisés, et qui apparaît pour les pays du Tiers-Monde une nécessité, n'est pas réalisable sans une contribution (transfert de technologie) des Pays industrialisés**

*l'animation, la vie syndicale, l'économie, la gestion, la vie politique, les problèmes juridiques, la maîtrise des moyens d'information, etc., est nécessaire».*

«NOUS VOULONS UN REEL PARTAGE DES RESPONSABILITES. Un grand débat existe actuellement sur la place des travailleurs immigrés dans la commune et dans les associations, mais cette participation ne pourra être réelle que si elle est précédée de cette même formation militante, pour nous éviter d'être manipulés, utilisés, passant pour des immigrés de service ou alors continuer à voir les français parler à notre place, ce que nous refusons, car nous comptons de plus en plus partager les responsabilités et le pouvoir avec les camarades français».

(Maison des Travailleurs Immigrés, M.T.I. - «Projet de plate-forme sur la formation des Travailleurs Immigrés»).

## 7. La prise en considération des intérêts des pays de départ

L'industrialisation du Tiers-Monde, qui se réalise actuellement dans un climat de concurrence avec les entreprises des Pays industrialisés, et qui apparaît pour les pays du Tiers-Monde une nécessité, n'est pas réalisable sans une contribution (transfert de technologie) des Pays industrialisés, mais n'est satisfaisante que si les Pays industrialisés tiennent réellement compte des objectifs du développement du pays, en voie de développement.

Aucune politique de retour, par exemple, n'est concevable, sans une mise sur pied d'une formation professionnelle conçue en vue d'une réinsertion.

POVERETTO!  
COSA POSSO  
FARE PER TE?  
UN PAIO DI  
SCARPE NUOVE?!



Ce qui est le plus important pour établir une approche pastorale du problème des Immigrés c'est de poser le problème dans sa globalité et non pas de chercher à repérer les secteurs où la vie des Immigrés est plus précaire.

D'autre part, on ne peut pas et on ne pourra plus surtout dans l'avenir (comme on l'a fait par le passé), songer que *les Pays africains* - bien que confrontés à de graves problèmes de chômage ou de sous-emploi, et parfois à un taux élevé de chômage ou de sous-emploi, et n'aient guère d'autre issue que d'accepter la politique d'immigration conçue en France, et essentiellement au bénéfice de la France.

Des conditionnements non moins graves existent pour les Immigrés en provenance du Portugal, qui constitue aujourd'hui la communauté la plus nombreuse en France: comment pouvoir réaliser une politique de retour des Portugais, lorsqu'on songe que le Portugal a dû faire face ces dernières années, à la rentrée de 840.000 personnes provenant des anciennes colonies africaines, et que le Pays enregistre le plus haut taux de chômage en Europe (presque 15%)?

D'une façon générale, l'émigration devra être incluse dans la politique de l'emploi et dans le plan du développement du Pays de départ. Cela sera toujours plus exigé, sinon par les Gouvernements, du moins par les forces sociales de masse (syndicats de travailleurs), en train de se constituer partout (11). Dans le cadre de l'évolution des rapports internationaux, il faut citer la récente naissance des MATI (Mouvements autonomes des Travailleurs Immigrés), mouvements démocratiques créés, contrôlés et dirigés par les Travailleurs immigrés eux-mêmes.

Les M.A.T.I. se proposent comme objectifs, entre autres la mobilisation et la conscientisation des ressortissants de leurs pays, sur leurs responsabilités en France en tant que *travailleurs* et *envers les problèmes politiques* des pays d'origine en tant que *citoyens*.

Cette conscientisation des Immigrés va certainement pousser les Gouvernements d'origine à exiger que les con-

ventions ou accord bilatéraux ne se limitent plus, comme dans le passé, au simple secteur du travail, mais qu'ils couvrent un champ beaucoup plus large, notamment en ce qui concerne la promotion sociale, les femmes et les enfants résidant en France, surtout l'enseignement de la langue d'origine, le maintien de liens culturels avec les pays d'origine, et la formation professionnelle en vue du «retour».

Il s'agit ici d'une évolution, que l'approche pastorale à l'immigration ne devrait pas ignorer. (12)

#### A. Perotti

(1) Sans doute, dans tous ces secteurs il existe des situations spécifiques touchant la situation des Immigrés, que les chrétiens ne devraient pas ignorer, s'ils ne veulent pas donner des contre-témoignages évidents. C'est le cas, par exemple, des écoles libres catholiques où le pourcentage d'enfants d'immigrés est infime et qui, dans certaines régions à forte concentration d'immigrés, accueillent de plus en plus d'enfants qui fuient les classes des écoles publiques à forte concentration d'étrangers où le niveau de l'enseignement s'est détérioré.

(2) Cette analyse a fait appel à différentes sources, parmi lesquelles: Carlos C. Almeida, *Migration, classe et ethnie. Réflexions sur le processus d'intégration des travailleurs migrants*, Genève, 1975 - Wil Almeida, *Le Marché du travail stratifié*, Paris, 1974. - Bruno Courault, *Le rôle économique de l'emploi des travailleurs étrangers en France*. Eléments d'analyse. Paris, 1974. - Jeanne Singer-Kerel, *Conjoncture*

*économique et politique française d'immigration* (1952-1973), Paris, 1974. - Secrétariat d'Etat aux Travailleurs Immigrés, *La nouvelle politique de l'immigration*, La Documentation Française. Paris, 1977. - André Lebon, *Immigration et VIIème Plan*, La Documentation Française, Paris, 1977. - François Caillaux, *L'Algérienité nouvelle expression de la culture française*, Marseille, 1977. - Francis Lesme, *Immigration-Economie et Démographie: Constats*, Paris, août, 1977.

(3) Ne serait-il pas utile à ce propos, de comparer le degré différent de conflictualité et de dialectique socio-culturelle et politique, vécu dans ces deux dernières décennies par la société française, allemande et suisse d'une part, et de la société italienne d'autre part? Et dans cette comparaison peut-on négliger les conséquences de l'exclusion sociale imposée en Allemagne, Suisse et France, aux couches sociales les plus démunies de la classe ouvrière (les immigrés), alors que l'Italie a dû (seul pays de la CEE) assurer sa croissance économique avec l'apport exclusif de sa main-d'œuvre nationale (voir les grandes immigrations intérieures du Midi au Nord)?

(4) Pour toute question concernant l'insécurité dans laquelle sont installés les étrangers en France, se reporter à: l'annexe «Les Immigrés: droit-infradroit et abus de pouvoir». Voir aussi: GISTI, *Dossier «Expulsion»*, troisième édition, février 1978. - CIMADE, *La sécurité des étrangers en France*, deuxième partie: *Les Travailleurs Immigrés*, Septembre 1977. L'aggravation de



la situation d'insécurité peut être mesurée par le nombre croissant des expulsions des dernières années: 3.175 en 1975, 4.836 en 1976, et plus de 5.000 en 1977. - Pour se faire une idée du labyrinthe administratif, il suffit de penser qu'en 13 mois, de juillet 1975 à août 1976, sont sorties 37 décrets, arrêtés, circulaires, concernant la réglementation du travail ou du séjour des étrangers.

- (5) Pour mesurer jusqu'à quel point la population ouvrière locale est confrontée aux problèmes de cohabitation avec Travailleurs Immigrés, il suffit de réfléchir à la concentration géographique de la population étrangère, et à la concentration de cette population en certaines branches d'activités. Ceci amène à une concentration des étrangers dans certains quartiers et dans certains établissements scolaires.

- (6) Anicet Le Pors, *Information et Développement économique et social*, La Documentation Française, Paris, 1977. - André Lebon, *Immigration et 7ème Plan*, La Documentation Française, Paris, 1977. - *Informations OIT*, vol. 13, n. 5, 1977. - Pour évaluer le coût d'une amélioration substantielle des conditions des travail il faut tenir compte des faits suivants:

- faiblesse du niveau des rémunérations: le salaire net annuel moyen des salariés étrangers en France était en 1972 (année pour laquelle on fait un sondage) inférieur de 16,5% au salaire moyen de l'ensemble des salariés et de 17,4% à celui des seuls Français;  
- fréquence des accidents du travail: le pourcentage de travailleurs étrangers parmi les victimes d'accidents du travail se situe depuis plu-

sieurs années aux environs de 22%, alors que - dans le secteur industriel et commercial - la part des salariés étrangers parmi l'ensemble des salariés n'excède pas 12,4%, et celle des ouvriers étrangers 19,4%;  
- durée hebdomadaire du temps de travail: dans toutes les activités pour lesquelles la proportion d'ouvriers étrangers est supérieure à 18%, l'horaire hebdomadaire de travail est supérieur à 43 heures (octobre 1973);

- d'une enquête sur «Les emplois tenus par la main-d'œuvre étrangère auprès de 54 établissements situés en Région parisienne, dans le Midi-Pyrénées et en Franche-Comté (29 établissements dans le secteur industriel, 22 dans le B.T.P. et 3 dans les services), il ressort que le pourcentage d'étrangers augmente avec le travail en équipe. Le pourcentage passe de 54% en horaires normaux à 64%, en 2x8, et 64% en 3x8. Si l'on ne prend en compte que les 4x8 et les travaux de nuit, le pourcentage passe à plus de 80%.

- (7) *De profonds changements à prévoir, dans les rapports entre la France et les DOM-TOM*, surtout en ce qui concerne les conséquences des émigrations. L'intervention des Evêques des DOM-TOM à la dernière Assemblée de l'Episcopat Français à Lourdes en est un clair symptôme.

- (8) Secrétariat d'Etat aux Travailleurs Immigrés, *La nouvelle politique de l'Immigration*, Paris, 1977.

- (9) La constitution de vrais groupes minoritaires en France va-t-elle mettre en question le concept ethnocentrique de la «nation» présentée comme une donnée historique, qui

serait en tant que telle entièrement constituée et qui devrait être préservée d'apports exogènes? Dans cette perspective la déclaration récente des évêques anglais sur la justice raciale en Angleterre est éclairante: «Lors de sa récente Assemblée, la Conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles a étudiée longuement les problèmes concernant le bien-être de nos communautés d'immigrants. Reconnaissant que la Grande Bretagne est maintenant une société pluraliste avec différentes races, cultures et religions, les évêques veulent affirmer clairement, en des termes qui ne peuvent prêter à équivoque...» (La Documentation Catholique, n. 1733, 1er janvier 1978).

- (10) Dans cette perspective, il devient tout à fait urgent de prévoir en France l'abrogation de toutes les dispositions portant atteinte aux droits et aux libertés des travailleurs immigrés, notamment le décret Daladier de 1939 qui permet encore aujourd'hui, au Ministre de l'Intérieur de disposer de pouvoirs discrétionnaires exorbitants, d'interdire la constitution ou le fonctionnement d'une association étrangère. Ce décret-loi, voté à la veille de la seconde guerre mondiale constitue, en fait, une atteinte à la liberté d'association. Un Comité pour son abrogation est né à Paris le 30 juin 1977.

- (11) L'immigration est liée au modèle de développement exclusivement industriel. Mais, est-ce sur ce modèle que doivent se développer les Pays du Tiers-Monde? Ne devons nous pas prendre conscience, sur la base des recherches et des études faites dans les pays de départ, de la grande illusion de ceux qui - malgré

## ANNEXE STATISTIQUE

La France métropolitaine comptait au 20 février 1975, 52.599.430 personnes, dont 3.442.415 étrangers, soit 6,5% de la population totale.

Par rapport au 1er mars 1968, le nombre des étrangers recensés a augmenté de 821.000 environ.

Ces chiffres ne donnent pas encore, probablement, les dimensions réelles du problème. Les chiffres du recensement de 1975 sont, en effet, considérablement inférieures à ceux du Ministère de l'Intérieur qui, au 31 décembre 1975, enregistrait 4.196.000 étrangers: un chiffre supérieur de 654.000 unités, à celui du recensement.

Parallèlement à l'accroissement du nombre des étrangers, on observe le développement d'une immigration familiale: augmentation de la proportion des femmes (de 39,3% en 1968 à 40,1% en 1975) et des enfants (de 21,4% pour le groupe âgé de 0-14 ans en 1968, à 25,2% pour le même groupe d'âges en 1975). Cependant la structure par âge des étrangers reste spécifique: un effectif âgé de 15-64 ans particulièrement gonflé (66%) par rapport à l'effectif correspondant pour l'ensemble de la population (53%); une faible proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus (8,8%) par rapport à la proportion correspondante dans l'ensemble de la population (14,3%).

## Principales nationalités

Portugais	758.925	22,0%
Algériens	710.690	20,6%
Espagnols	497.480	14,5%
Italiens	462.940	13,4%
Marocains	260.025	7,6%
Tunisiens	139.735	4,1%
Polonais	93.655	2,7%
Yugoslaves	70.280	2,1%

Les données du recensement de 1975 relatives aux étrangers (population totale et population active) actuellement connus laissent craindre une sous-évaluation considérable surtout des populations maghrébines et des italiens qui entacherait la crédibilité des chiffres publiés.

Par contre le Ministère de l'Intérieur comptabilise des étrangers déjà retournés chez eux, mais dont la carte de séjour n'est pas périmée.

La population étrangère totale en France représente 4.196.134 personnes soit 7,7% de la population totale du pays. Par rapport au 1er janvier 1975, le nombre de résidents étrangers a augmenté de près de 68.000 personnes.

Les principales nationalités concernées sont:

Algériens	884.320
Portugais	858.929
Italiens	558.205
Espagnols	531.384
Marocains	322.067
Tunisiens	167.463
Polonais	86.408
Yugoslaves	77.810

L'implantation géographique de la population étrangère se caractérise par une forte concentration dans trois régions où sont regroupés près de 59% des étrangers:

**Région Parisienne:**

1.523.518 personnes, soit 36,3% de la population étrangère en France et 16,2% de la population totale (français + étrangers) de la région;

**Rhone-Alpes**

535.569, soit respectivement 12,9% et 11,2%;

**Provence-Cote d'Azur:**

404.504, soit respectivement 9,6% et 11,0%. Une quatrième région, bien qu'accueillant une population étrangère moins importante en nombre, compte plus de 10% d'étrangers: la **Corse** (22,9%).

le rapport des forces existant aujourd'hui entre Pays pauvres et Pays riches, et la façon dont se déroulent les migrations - voient encore dans l'immigration un moyen d'aider au développement des Etats du Tiers-Monde?

- (12) Quoi qu'il en soit de l'avenir de l'immigration en France, tous les éléments de cette analyse conduisent à penser que le temps des réglementations de l'immigration par décrets ou circulaires est définitivement revu et que le moment est venu - après une large consultation de partenaires sociaux (sans oublier les Immigrés) et après débat au Parlement - de préciser une vraie politique de l'Immigration. Une concertation avec tous les partenaires sociaux est désormais devenue une *exigence politique*.



# L'UNICA RAZZA



## L'UNICA RAZZA

Tutto è incominciato con il caso del giudice McKennon.

Un certo Read era sotto accusa all'Old Bailey per aver «incitato ad odio razziale», avendo usato trasi che indicavano la gente di colore con termini dispregiativi come «niggers, wogs, coons» in un discorso pubblico, e per essersi poi riferito più o meno apertamente all'assassinio di un ragazzo indiano nel Sud di Londra con la frase «per uno che sparisce ne saltano fuori un milione».

La giuria era incerta. Il giudice, McKennon, ha messo la cosa su un piano facile facile, ha detto che alla università lui aveva un amico che chiamavano «negro» (non lo era però) e che non si arrabbiava affatto, che l'imputato alla fine discuteva solo i problemi della immigrazione e non aveva dichiarata intenzione di fare l'agitatore, e che bisognava difendere la libertà di pensiero. Assoluzione.

Il giorno dopo erano insorti tutti: la stampa, i partiti, i sindacati, i consigli comunali, le associazioni di immigrati, i giudici e gli avvocati. La maggioranza con incredulità e disgusto, ma non pochi in difesa della libertà di espressione del proprio pensiero.

Si è detto che la espressione «odio razziale» usata nel testo legislativo implica un concetto difficile da definire. Alcuni hanno proposto di sostituirla con «linguaggio offensivo a larghe sezioni della comunità», il che naturalmente ha portato alla ragionevole osservazione che di

questo passo ogni tipo di protesta può provocare una denuncia penale. L'*Economist* consigliava in quei giorni: «Primo: restar fedeli alla legge vigente e rafforzarla, perchè le minoranze di colore ne hanno bisogno e potrebbero spaventarsi se fosse abrogata. Secondo: che la polizia, gli organismi che si occupano delle relazioni razziali, i giudici (che dovrebbero avere idee più chiare) e i politici (che raramente hanno idee chiare) evitino di drammatizzare casi di questo genere da cui possono nascere martiri della causa razzista».

Nello sfondo (e non tanto) il Fronte Nazionale, a cui l'incomparabile assolto Mr. Read appartiene, e una larga fascia di popolazione, britannica e no, che parla dei «negri» e dei «pakis» come di una minaccia all'economia nazionale, alla salute mentale della comunità e alla pulizia delle strade.

Stampa, politici, consigli comunali, associazioni e giuristi di ogni tacca sono andati avanti un bel po' sulla cosa, le lettere ai giornali si sono sprecate, la televisione ha fatto la sua parte (in genere equilibrata), il giudice McKennon - di cui erano state chieste le dimissioni a furor di popolo - ha giurato che non si occuperà più di casi del genere.

Le acque incominciavano a quietarsi quando la first lady del partito conservatore ha avuto una illuminazione improvvisa e - senza consultare i colleghi del governo-ombra - ha deciso di entrare in scena alla Wanda Osiris, cioè con tutta la pompa che poteva usare, le piume e i pennacchi di qualche dato fasullo e della migliore (raffreddata) vo-

cetta piccolo-borghese. In una intervista alla ITV ha regalato al paese e al mondo la sua opinione sul problema della immigrazione in Gran Bretagna. Tolte le fioriture di stile e le invocazioni al buon senso intese a far lacrimare le signore settantenni, il suo discorso si limitava alla enunciazione del timore che la Gran Bretagna potesse venire affossata da «gente di altra cultura», per cui appariva necessario «fermare» la immigrazione. Purtroppo, a contorno di queste proposizioni già in sé sgraziatamente formulate, ha detto che i politici devono riuscire a parlare del problema senza per questo venir etichettati come razzisti, e ha tirato in ballo il Fronte Nazionale.

Si è guardata bene dal dire come sul piano pratico si potesse far qualcosa per fermare la immigrazione e farne calare le cifre. La prima risposta che le è arrivata è stata quella di gente che proponeva la deportazione.

Ha avuto la prima pagina. Recentemente ha cercato di ammorbidente le sue dichiarazioni, di far dimenticare che si era comportata non solo non da leader politico ma neanche da «signora».

Il suo vice alla direzione, Mr. Whitehall, si è barcamenato come ha potuto con diversi discorsi pubblici intesi a salvar la faccia al partito senza sconfessare la direzione.

I laburisti e i liberali naturalmente si sono buttati a trarre dalla faccenda il meglio possibile, accusando i conservatori di utilizzare il problema a fini elettorali per accaparrarsi i voti del Fronte Nazionale, e a loro volta sono stati subito accusati



di sfruttare la situazione a fini elettorali.

La polemica continua. Anche Ted Heath, il primo Ministro che ha preceduto Wilson, ci si è buttato decisamente, dichiarando che non c'è bisogno di leggi nuove per contenere la immigrazione, che basta applicare quelle esistenti, col risultato di sentirsi accusato di «slealtà» verso la direzione del partito, accusa che lui pare combatta allegramente facendo l'occhietto ai laburisti dietro le spalle di Margaret.

In tanto bailamme sono emerse alcune indicazioni notevoli. In primo luogo, come era logico aspettarsi, molta gente si è preoccupata di controllare i dati forniti dalla Thatcher. Li ha contestati, con chiarezza (e speriamo onestà) che va oltre l'impegno del patto Lib-Lab, il leader liberare David Steel, in un articolo sul Times intitolato «The immigration fraud». Li ha contestati il Ministro dell'Interno Mr. Rees.

Va notato che dallo spirito con cui i dati sono stati riportati da tutte le parti interessate, e dai dati stessi, si rileva che la questione è limitata agli immigrati dal New Commonwealth e dal Pakistan, cioè alla gente di colore. All'inizio nessuno si è preoccupato del movimento di lavoratori all'interno della Comunità Europea, anche se qualcuno timidamente ha ricordato che un po' di gente pure arriverà se entrano nella Comunità Grecia, Spagna, Portogallo e magari Turchia.

Sulla scia di denunce sia laburiste che dei giovani conservatori vi è stato poi un coro generale di invito a preoccuparsi delle condizioni di vita degli immigrati, delle «slum

areas», prima di discutere di «fermare» la immigrazione. Sono emerse altre indicazioni. Un candidato liberale per Redbridge, che è headmaster, ha detto: «La mia esperienza nella scuola mi fa vedere che le relazioni razziali vanno trattate con delicatezza. Mrs Thatcher sembra considerare l'immigrazione presente in termini di colore, senza realizzare che vi sono anche molti immigrati bianchi».

Ma il problema è oggi così impostato che ogni reazione e controreazione finisce sempre col cadere nel discorso sul razzismo.

L'Home Office, attraverso il suo ministro Mr. Rees, ha fornito i dati riguardanti gli immigrati accettati per residenza nel Regno Unito dal 1973 al 1977 (semplice stima).

Accettati all'arrivo (tutte le nazionalità)	
1973	29,6
1974	29,7
1975	40,4
1976	44,1
1977	36,0

dei quali sono cittadini dei paesi del New Commonwealth e Pakistani	
1973	25,5
1974	25,3
1975	34,5
1976	36,8
1977	28,0

Accettati alla scadenza del permesso di residenza (tutte le nazionalità)	
1973	25,6
1974	39,2
1975	42,0
1976	36,7
1977	34,0

dei quali sono cittadini del New Commonwealth e Pakistani

1973	6,7
1974	17,2
1975	18,8
1976	18,2
1977	16,0

Mr. Rees ha promesso di dare fra pochi giorni i dati definitivi per il 1977. Ma i conservatori sostengono che di queste cifre dell'Home Office non ci si può fidare, che in realtà la situazione è assai più grave e il fenomeno non è affatto su curve discendenti perchè sfugge al controllo governativo.

Una delle proposte più in auge è quella di cambiare le norme che regolano il matrimonio degli immigrati, eliminando così il flusso continuo di uomini cui si permette di stabilirsi nel paese in seguito a matrimonio con donne già residenti.

Nella mischia si è buttato ora anche Ted Heath, il leader conservatore battuto nel 1974 dalla Thatcher, con un atteggiamento che è stato definito di «ragazzino viziato». Ha dichiarato che non ha senso parlare di un problema della immigrazione perchè l'«Immigration Act» del 1971 ha in sé tutto il potenziale normativo necessario per contenere il fenomeno. A sentire lui si potrebbe pensare che i conservatori fra il 1970 e il 1974 hanno sistemato tutto: governi locali, autonomie regionali, Europa e immigrazione.

Callaghan ha cercato di mettere gentilmente alle corde la Thatcher proponendo un incontro a tre, laburisti, conservatori e liberali, per discutere la situazione. I conserva-



tori hanno risposto freddamente, i liberali ovviamente si sono dimostrati più che disposti.

Intanto la cosa si allarga a macchia d'olio. Se ne parla nei giornali, nelle università, nelle scuole secondarie, nelle comunità di colore e non di colore degli immigrati, nei consigli comunali, nei sindacati. Il paragone col nazismo viene fuori di continuo, e a ragione.

Vien fatto di pensare che la Thatcher con le sue parole imprudenti e certo prive dell'equilibrio che deve caratterizzare un leader politico, ha raggiunto un risultato da lei certo non voluto ma positivo: ha inciso in un ascesso, suppurante da troppo tempo, che cronicamente intossicava la vita della nazione. Il veleno non era nel fenomeno della immigrazione in sé ma nell'atteggiamento della gente. Ora c'è speranza di guarigione, a meno che tutto non venga sotterrato nella furia preelettorale.

Ma per la gente di colore non è facile superare questo momento senza farsi emotivamente coinvolgere. Hanno paura. Ha un bel dire la Thatcher che è il cittadino britannico ad aver paura. Il cittadino britannico (quello bianco per intenderci) si sente ancora in qualche misterioso modo così «imperiale» che si sconcerta, si incollerisce anche quando gli riesce, ma in fondo non arriva - per quanto si sforzi - ad aver paura.

La gente di colore ha paura: il passaporto britannico non è più sentito come una difesa o qualcosa di cui essere fieri.

Sono qui, moltissimi, da anni, ed è più attraverso le nascite che attra-

verso i nuovi arrivi che le comunità crescono. L'ha riconosciuto perfino Enoch Powell.

Il Fronte Nazionale ha avuto abbastanza sensibilità politica da starcene quieto a livello nazionale. La situazione gli fa gioco. Ma continua a lavorare. Ora ha scoperto quale campo sfruttabile sia quello dei giovanissimi. Ha lanciato una campagna contro cinque storie-documentari prodotte dalla Inner London Education Authority per le scuole, nelle quali - sotto il titolo di «Voi diciassettenni» - si racconta di un amore fra un ragazzo negro e una ragazza bianca. Le reclute del NF urlano che questi documentari sono inguardabili, traumatizzanti. Sapete perchè? Perchè c'è una ripresa, gentilmente fotografata, in cui la ragazza dà alla luce un figlio. Di razza mista.

Dicono che nel Fronte Nazionale ci siano, molti cristiani. È venuto fuori anche un opuscolo dal titolo «Come combattere un insegnante 'rosso'». Pieno di inviti all'ordine e al rispetto della scuola e con citazioni come: «Il creatore della loro dottrina (*di quella degli insegnanti*) Carlo Marx, non ha mai fatto un giorno di onesto lavoro nella sua vita...». Sul piano del problema della relazione fra le razze si legge: «**Se sono eguali perchè sono poveri?**»

Certo. **Chiediamolo in Sud Africa: se sono eguali perchè sono poveri? O in India: se sono eguali perchè muoiono di fame?** E tutti a dimenticare che proprio gli uomini, proprio gli «uguali» muoiono di fame, perchè nel mondo animale ci sono leggi assai più oneste, anche

se a prima vista più crudeli. Gli animali predano e uccidono, ma non torturano, né il corpo né quella desiderata entità che è lo spirito. E nessuno che chieda a questi quindi-cenni turlupinati, a Londra o a Roma, che cosa in verità è la povertà. C'è povertà e povertà. Bisognerebbe citare la dichiarazione dei rappresentanti dei cittadini di Leicester (una città inizialmente contraria agli immigranti): «Noi crediamo che il razzismo non è solo errato in sé ma dannoso alla pace e alla prosperità della popolazione di Leicester. Noi diamo il nostro appoggio alla campagna per il raggiungimento di un armonico incontro e siamo contro ogni persona che cerchi di creare ostilità fra le razze».

Got it Mrs. Thatcher?

Eppure, di buona volontà com'è, questa dichiarazione è ancora in qualche modo sbagliata.

Non so dove ho letto in questi giorni, forse in qualche «lettera al direttore», una proposizione che può essere sottoscritta senza timore di eresia da ogni persona onesta: **«Le razze non esistono, c'è un'unica razza, quella umana».**

M. P.



# PROMOZIONE E INTEGRAZIONE



## PROMOZIONE DELL'INSERIMENTO SOCIALE DEI LAVORATORI STRANIERI CON IL CONTRIBUTO DELLE PARTI SOCIALI

EKA (Commissione Federale Consultiva  
per il problema degli Stranieri)

Presentiamo una parte dell'ultimo documento pubblicato dalla Commissione Federale Consultiva per i problemi degli stranieri. La crisi economica ha avuto in Svizzera l'effetto di ribaltare entro termini di tempo non previsti il problema degli stranieri: dal pericolo dell'inforestieramento, al pericolo che gli stranieri attualmente residenti se ne tornino troppo affrettatamente in patria, aprendo dei vuoti nel mercato del lavoro che potrebbero ripresentare lo spettro della riapertura delle frontiere, cosa politicamente impraticabile. In questo documento l'EKA cerca di articolare in proposte il processo di inserimento (Eingliederung) che costituisce la parola d'ordine delle attuali direttive politiche. Tale inserimento non è visto come problema politico o giuridico, ma come problema di contatti interpersonali tra svizzeri e stranieri, come inserimento nelle strutture microsociali locali. Un posto privilegiato è riservato al ruolo delle aziende che nel contesto sociale non conflittuale svizzero, sono considerate luogo privilegiato di socializzazione.

### Premessa

L'economia svizzera, a prescindere dal suo sviluppo strutturale e congiunturale, continua ad occupare un numero relativamente alto di lavoratori stranieri. È ormai riconosciuto che bisogna facilitare loro e a tutti gli stranieri che abitano in Svizzera, l'inserimento. Per «inserimento» si intende l'accoglienza degli stranieri nella nostra comunità e la volontà degli stessi di integrarsi nel nostro ordinamento sociale, senza per questo rinunciare alle proprie caratteristiche culturali originarie e alla propria cittadinanza. Gli imprenditori possono dare un contributo essenziale per attuare questo compito.

Del resto un buon inserimento interessa pure i datori di lavoro, essendo premessa di una collaborazione non conflittuale.

L'EKA con questo rapporto intende presentare gli sforzi fatti finora dalle imprese, le loro esperienze e i problemi che si pongono. Da una parte il rapporto deve prestare un aiuto a quelle aziende che hanno già intrapreso iniziative di

inserimento, ma che si sono imbattute in difficoltà o sono alla ricerca di altre possibilità; d'altra parte deve poter rafforzare la disponibilità a intraprendere dei passi per quelle aziende che finora, per i più svariati motivi, hanno rinunciato ad una intensificazione degli sforzi.

Il rapporto è indirizzato però anche alle organizzazioni degli imprenditori e dei lavoratori, come pure alle organizzazioni e alle istituzioni che operano nell'ambito dell'assistenza e dell'inserimento degli stranieri.

Le informazioni che stanno alla base di questo rapporto provengono da 20 prese di posizione scritte di organizzazioni degli imprenditori e lavoratori, da circa cento questionari inviati a singole aziende, da numerosi colloqui avuti con esperti di ditte, di associazioni economiche e di istituzioni per la formazione.

Per la questione dell'aggiornamento generale e professionale si attinsero inoltre informazioni dagli uffici cantonali per la formazione professionale e dalle istituzioni straniere operanti in Svizzera nell'ambito della formazione.



la maggioranza delle imprese inchieste dall'EKA risultava aver già messo in atto sistematicamente misure in vista di un progressivo inserimento dei propri collaboratori stranieri

## INTRODUZIONE

### *L'inserimento degli stranieri è nell'interesse delle aziende*

Le relazioni tra lavoratori svizzeri e stranieri possono migliorare in maniera decisiva il clima dell'azienda. L'andar d'accordo sul posto di lavoro come pure i problemi socio-politici posti dalla presenza degli stranieri non possono lasciare le ditte indifferenti.

### *Sforzi dell'associazione centrale degli imprenditori*

Una Commissione di studio dell'associazione centrale delle organizzazioni svizzere degli imprenditori nella primavera 1970 ha predisposto una serie di indicazioni per le associazioni affiliate e per le rispettive imprese, allo scopo di suggerire alle singole imprese possibilità adeguate di un miglior inserimento dei propri collaboratori stranieri. Nel dicembre 1975 esse sono state ulteriormente elaborate. L'associazione centrale ha dato un ulteriore contributo pubblicando periodicamente negli anni 1972/73 articoli sulla «*Schweizerische Arbeitgeber-Zeitung*» dal titolo: «*Gli stranieri all'interno dell'azienda*». Tali articoli riferivano su iniziative di singole aziende per migliorare l'inserimento degli stranieri.

### *Misure intraprese finora*

La maggioranza delle imprese inchieste dall'EKA risultava aver già messo in atto sistematicamente misure in vista di un progressivo inserimento dei propri collaboratori stranieri. In varie parti di questo rapporto si fa menzione di tali iniziative.

Le altre imprese interpellate si limitarono di regola a dare informazioni individuali o consulenza caso per caso, a predisporre l'alloggio e ad organizzare corsi di lingua per il personale dirigente svizzero. Si tratta di aziende per lo più con un elevato contingente di stranieri, in maggioranza donne lavoratrici o stagionali.

La notevole rotazione degli stagionali e, per le donne, i lavori di casa da espletare accanto al lavoro in fabbrica, rendono difficile la messa in atto sistematica di misure per l'inserimento. Singole aziende ritengono sufficiente lo stadio di inserimento a livello di fabbrica e di lingua raggiunto dai propri dipendenti e perciò non prevedono ulteriori iniziative.

### *Necessità di ulteriori misure*

L'inchiesta EKA si è svolta solo su un campione di aziende. Si può presumere che per la maggior parte delle aziende ci siano ancora da fare grossi sforzi per l'inserimento degli stranieri. (1)

Poiché la durata media di soggiorno degli stranieri in Svizzera, in seguito ad una rotazione più ridotta, aumenterà ancora e poiché in futuro verranno assunti solo in misura molto limitata nuovi lavoratori provenienti dall'estero, gli sforzi non dovranno tanto essere diretti a informare nel paese di emigrazione e ad inserire i nuovi arrivati, quanto a migliorare l'inserimento di quegli stranieri che spesso si trovano in Svizzera già da molti anni. (2)

Bisogna pur sempre stare attenti che il favorire iniziative per l'inserimento degli stranieri non porti danno agli svizzeri. In questo senso sia gli svizzeri sia gli stranieri devono essere sufficientemente informati sullo scopo e sull'importanza degli sforzi che si vogliono intraprendere.

## AMBITI IN CUI ATTUARE MISURE DI INSERIMENTO

Possibilità di promuovere l'inserimento degli stranieri esistono ai seguenti livelli:

- migliorare le relazioni tra svizzeri e stranieri
- informare i lavoratori stranieri sulle condizioni e sui modi di vita propri della Svizzera
- migliorare le conoscenze linguistiche degli stranieri
- promuovere la formazione permanente e professionale dei lavoratori stranieri
- ottenere la collaborazione degli stranieri negli organi di rappresentanza del personale.

## A. MIGLIORARE LE RELAZIONI TRA SVIZZERI E STRANIERI

### 1. L'intesa tra svizzeri e stranieri

#### *Fattori generali d'influsso*

Svariati problemi derivano dal vivere e lavorare insieme tra svizzeri e stranieri. Sulle relazioni tra i due gruppi influiscono, come fattori generali di disturbo, il timore di influssi negativi derivati dalla presenza degli stranieri, come pure la diversità linguistica e culturale. Lo svizzero che ha una occupazione vede nell'operaio straniero non solo il collega di lavoro ma anche il concorrente, che potrebbe mettere in pericolo il suo posto di lavoro e pregiudicargli un miglioramento retributivo e professionale. Da una tale situazione può sorgere la pretesa di una posizione di privilegio per lo svizzero oltre il quadro di



lo svizzero che ha una occupazione vede nell'operaio straniero non solo il collega di lavoro ma anche il concorrente, che potrebbe mettere in pericolo il suo posto di lavoro e pregiudicargli un miglioramento retributivo e professionale

adeguate misure di protezione. (3)

Lo straniero d'altra parte si crede molte volte sopportato unicamente come manodopera per un tempo determinato, destinato ad esercitare funzioni subalterne senza grandi possibilità di ascesa; per questi ed altri motivi decide, spesso anche dopo un periodo piuttosto lungo di soggiorno in Svizzera, di tornare un giorno o l'altro in patria. (4)

In tal caso egli ha la tendenza a ridurre al minimo le proprie relazioni con gli svizzeri e a curare prevalentemente i contatti con i propri connazionali. (5)

### *Conseguenze derivanti dalla recessione*

Invece non sembra che l'intesa tra svizzeri e stranieri abbia sofferto finora in modo determinante della recessione. Infatti l'economia in Svizzera ha potuto introdurre in maniera piuttosto estesa l'orario di lavoro ridotto per superare la crisi occupazionale, senza che si sia scatenata una considerevole resistenza da parte dei lavoratori svizzeri. Anche le critiche iniziali da parte di svizzeri e soprattutto da parte degli stranieri contro le direttive dell'Ufficio del Lavoro per la salvaguardia preferenziale del posto di lavoro a favore dei lavoratori locali, si sono nel frattempo molto attenuate.

## **2. Rafforzare la volontà di inserimento e la disponibilità all'accoglienza**

### *Smantellare i pregiudizi, promuovere la convivenza*

Gli sforzi per inserire gli stranieri possono ottenere il loro effetto solo se si

promuove negli stranieri la disponibilità all'inserimento e negli svizzeri la disponibilità all'accoglienza. Da ambo le parti si devono smantellare i pregiudizi. Le relazioni interpersonali, intraprese nel senso di una armonica convivenza, dovrebbero con il tempo far superare lo stadio attuale di coesistenza in parallelo dei due gruppi. Le aziende in questo campo potrebbero dare un contributo essenziale, poichè il contatto vicendevole avviene nel modo più intenso sul posto di lavoro.

### *Programma di informazione «Noi in Svizzera»*

Il fondo paritetico dell'industria svizzera metalmeccanica nella primavera 1973 ha approntato il programma di informazione «Noi in Svizzera» allo scopo di migliorare la comprensione reciproca tra Svizzeri e Stranieri e di contrastare tensioni emotive. Il programma trasmette all'utente informazioni sullo stato reale della Svizzera e prende in considerazione soprattutto le cause d'ordine psico-sociale che conducono all'alienazione e all'isolamento vicendevole dei diversi gruppi e delle diverse nazionalità. Il programma si compone di 4 lezioni di due ore ciascuna e utilizza tutta una serie di sussidi, come filmati, diapositive, commenti, discussioni, oltre che pubblicare due giornali. In base al progetto originario lo si doveva svolgere per un periodo di due anni tra il personale della fabbrica, utilizzando esperti qualificati ad hoc.

La votazione popolare sulla iniziativa contro l'infestieramento del 20 ottobre 1974 e la susseguente recessione economica influirono sul fatto che il programma sia stato attuato solo presso alcune delle aziende associate. Ciononostante fu svolto per circa 30.000 lavoratori.

Secondo i dati del fondo paritetico, il pubblico destinatario in genere die-

de un giudizio positivo del programma, e lo considerò come un arricchimento per la convivenza. Gli stranieri dimostrarono maggior frequenza e interesse degli svizzeri, tuttavia anche questi ultimi, dopo un'iniziale riserva, vi presero parte intensamente.

### *Altra possibile prosecuzione del programma di informazione*

Il fondo paritetico può mettere a disposizione di altre organizzazioni o istituzioni interessate il programma o parte di esso, come base per l'attuazione di progetti simili. Allo scopo ha formulato alcuni criteri per la concessione del programma a terzi. In caso di prosecuzione da parte del fondo paritetico o assunzione da parte di altri - il che sarebbe desiderabile - il programma di informazione dovrebbe prima essere adattato alle mutate situazioni e in base alle esperienze fatte, poichè parte di esso era in stretta relazione con il periodo di alta congiuntura.

### *Gruppi di informazione e di discussione della ditta CIBA-Geigy*

La ditta Ciba-Geigy ha già seguito questa strada. Il suo programma comprende un corso per quadri, un corso fondamentale e gruppi di discussione con una certa regolarità. Nei corsi per quadri i dirigenti di settore vengono preparati al compito di moderatori dei gruppi di discussione. Il corso viene effettuato in gruppi di lavoro con circa 12 membri e dura 4 giorni. Il corso fondamentale si basa sul programma d'informazione «Noi in Svizzera» notevolmente associato e in parte rielaborato. Esso comprende due lezioni di un'ora e mezza. I partecipanti sono in un primo tempo divisi per nazionalità. I gruppi mensili di discussione comprendono al mas-



simo 20 partecipanti svizzeri e stranieri ed hanno lo scopo di approfondire le conoscenze recepite nei corsi di base, di migliorare i contatti e lo scambio di esperienze circa i comportamenti morali e le usanze. I sussidi audiovisivi che accompagnano il programma di informazione della Ciba-Geigy sono disponibili in lingua tedesca, francese, italiana e spagnola. I gruppi di informazione e di discussione mirano non solo al miglioramento delle relazioni tra svizzeri e stranieri, ma al miglioramento in generale delle relazioni interpersonali all'interno della fabbrica. Le esperienze fatte dimostrano che il desiderio di scambio all'interno dei gruppi è molto esteso. Bisogna però notare che soprattutto da parte degli svizzeri si dimostra un atteggiamento di riserva di fronte alla discussione dei problemi che concernono la convivenza tra svizzeri e stranieri.

#### *Programma sperimentale dell'EKA*

Anche l'EKA ha fatto uso del programma «Noi in Svizzera» elaborando un programma sperimentale della durata di un'ora, che eventualmente in un secondo momento dovrà essere completato. Comprende un filmato e alcune serie di diapositive sonorizzate. I vari sussidi possono essere utilizzati singolarmente o in combinazione. Il programma viene prestato agli ambienti interessati (per es. ai comuni, alle chiese, alle associazioni locali, alle associazioni professionali, alle imprese, alle scuole, alle istituzioni che operano nell'ambito dell'inserimento e dell'assistenza), a condizione che non venga utilizzato per puri scopi politici. Il materiale si presta ad essere riprodotto con i normali apparecchi di solito in uso.

#### *Necessità di continui provvedimenti*

Il risultato di tale programma di in-

formazioni dipende non solo dal contenuto, ma anche dalle capacità personali del moderatore del corso e soprattutto dalla continuità di queste iniziative. Tale continuità potrebbe essere garantita promuovendo contatti tra svizzeri e stranieri, organizzando incontri e discussioni, pubblicando articoli di stimolo sui giornali del personale. Dalla nostra indagine presso le ditte sembra che finora si sia fatto poco uso di tali possibilità.

Nell'ambito della formazione dei quadri dell'azienda si dovrebbe cercare di rafforzare la disponibilità e la capacità dei dirigenti per far migliorare l'intesa e i rapporti interpersonali tra gli svizzeri e gli stranieri da loro dipendenti.

### **3. Promuovere i contatti tra svizzeri e stranieri**

#### *Rapporto ponderato sul posto di lavoro*

Il lavorare insieme in fabbrica può senza dubbio avvantaggiare i contatti personali. Perciò le ditte dovrebbero preoccuparsi di distribuire gli svizzeri e gli stranieri nei gruppi di lavoro secondo un rapporto il più ponderato possibile, e di conseguenza provvedere all'organizzazione del personale. Solo che tale postulato in molti casi non sarà facile da mettere in atto, a motivo della struttura occupazionale.

#### *Promuovere i contatti al di fuori della fabbrica*

Fuori dell'azienda non è facile dare consistenza alle relazioni interpersonali. Ma l'organizzazione del tempo libero e l'assegnazione degli alloggi possono

il lavorare insieme in fabbrica può senza dubbio avvantaggiare i contatti personali. Perciò le ditte dovrebbero preoccuparsi di distribuire gli svizzeri e gli stranieri nei gruppi di lavoro secondo un rapporto il più ponderato possibile, e di conseguenza provvedere all'organizzazione del personale

dare alle ditte lo spunto per promuovere contatti al di fuori della azienda. Per esempio la ditta Sandoz di Basilea, per creare migliori contatti tra svizzeri e stranieri, organizza per gli apprendisti concorsi per idee nuove.

#### *Partecipazione all'organizzazione del tempo libero*

Il tempo libero è indubbiamente anche un affare personale, ma sarebbe desiderabile che le ditte cercassero, a mezzo di ripetuta informazione, di promuovere una maggiore partecipazione degli stranieri nelle associazioni di fabbrica e locali. I direttivi delle associazioni dovrebbero essere sensibilizzati all'importanza di una comune organizzazione del tempo libero tra svizzeri e stranieri, e sollecitati a intensificare la ricerca di adesione tra gli stranieri. Anche le feste e le gite di fabbrica possono facilitare i contatti tra lavoratori svizzeri e stranieri e i loro familiari. Centri di ritrovo per stranieri, soprattutto nei primi tempi del soggiorno, hanno una particolare importanza. Essi devono però diventare sempre di più centri di formazione e di incontro, per evitare che lo straniero si isoli dalla popolazione svizzera.

#### *Alloggi*

Occasioni per intraprendere relazioni interpersonali si hanno non solo sul posto di lavoro, ma anche negli incontri quotidiani tra inquilini. I bambini possono essere in ciò un elemento importante di collegamento. È desiderabile una certa mescolanza di inquilini svizzeri e stranieri. Si hanno buone esperienze quando gli inquilini stranieri sono in minoranza. Certamente bisogna però tener conto, in tale contesto, del principio della libera scelta dell'alloggio.



i nuovi arrivati hanno bisogno in prima linea di conoscenze elementari, mentre agli stranieri dimoranti da lungo tempo devono essere offerte informazioni più vaste e più dettagliate

## B. INFORMARE GLI STRANIERI

### 1. Importanza, modalità e contenuti dell'informazione

#### Importanza

Quanto più rapidamente e profondamente gli stranieri prendono dimestichezza con il sistema di vita svizzero, tanto più è possibile un adattamento e un inserimento nella nostra società. Si può evitare il pericolo di malintesi e di tensioni se si offre agli stranieri l'occasione di informarsi e di farsi consigliare su quanto qui li riguarda.

#### Contenuti

Il bisogno di informazione dello straniero dipende dalla sua personalità, come pure dalla durata del soggiorno programmato ed effettuato. I nuovi arrivati hanno bisogno in prima linea di conoscenze elementari, mentre agli stranieri dimoranti da lungo tempo devono essere offerte informazioni più vaste e più dettagliate. Siccome la durata media di soggiorno degli stranieri sta aumentando e siccome in futuro i nuovi arrivi saranno in misura limitata, ne deriva la necessità di intensificare gli sforzi per approfondire l'informazione a livello di fabbrica, della vita sociale, economica e politica.

#### Modalità e ampiezza

Consigliare ed aiutare gli stranieri non deve essere inteso come un aiuto permanente, bensì come un aiuto per aiutarsi da sé. Nello stesso tempo bisogna stare attenti che lo svizzero non ne venga svantaggiato con il pericolo che

insorga in lui un sentimento di discriminazione. È inoltre importante un coordinamento, secondo i casi e gli scopi, dell'informazione orale e scritta.

Mentre gli stranieri con buon livello di istruzione in genere non hanno difficoltà a capire e ad accettare queste informazioni, quelli in possesso di una istruzione piuttosto modesta abbisognano di spiegazioni orali supplementari, soprattutto per questioni più complicate. Il momento dell'informazione deve corrispondere allo scopo delle medesime e ai bisogni delle persone interessate.

### 2. Possibilità di informazione da parte delle ditte

#### Mezzi di informazione delle ditte

Mentre le grandi aziende possono provvedere da se stesse all'informazione, per quelle piccole e medie è possibile mettere in atto iniziative sovrazionali di informazione e di consulenza. Per migliorare lo stadio di informazione degli stranieri e per promuovere il loro inserimento, gli imprenditori hanno le seguenti possibilità:

- Allestire o ristrutturare un servizio di informazione e di assistenza.
- Distribuire informazioni scritte di primo orientamento, regolamenti, contratti collettivi, e altre comunicazioni nella lingua degli stranieri.
- Organizzare assemblee informative.
- Tener presente nella redazione del giornale per il personale i bisogni di informazione dei lavoratori stranieri e la problematica dell'inserimento.

#### Servizio di informazione e di consulenza

L'addetto all'informazione, alla consulenza e all'assistenza dei lavoratori stranieri può avere un influsso decisivo sulla disponibilità e sul processo di inserimento degli stranieri. Questi dovrebbe avere una competenza vasta e profonda, possedere in alto grado le capacità di entrare in sintonia con il mondo peculiare degli stranieri e disporre di conoscenze linguistiche più che buone. Solo così è possibile pervenire ad un colloquio costruttivo con i collaboratori stranieri, individuare con esattezza i loro problemi e risolverli in modo soddisfacente. Può essere vantaggioso affidare tale incarico ad uno straniero residente in Svizzera da lungo tempo e che abbia una entrata nel mondo svizzero. Egli possiede in particolare favorevoli requisiti per curare i contatti con la cerchia dei lavoratori stranieri e per promuovere le relazioni interpersonali. Per gruppi minori di stranieri (greci, jugoslavi, portoghesi, turchi, ecc.) sarebbe di utilità un servizio di traduzione. Si potrebbe prendere dai loro ambienti persone adatte per questo compito e dare loro una formazione adeguata.

Le ditte senza un proprio servizio di informazione e di consulenza dovrebbero indirizzare i loro collaboratori stranieri a eventuali organizzazioni esistenti e ad istituzioni extra o soprazionali, indicandone il tipo di servizio prestato, distribuendo per es. informazioni scritte, dandone notizia nell'albo delle comunicazioni, stabilendo dei «padrini» per i nuovi arrivati.

In mancanza di un servizio di informazione le imprese di una stessa regione dovrebbero preoccuparsi di allestirne uno in comune.

#### Giornale del personale o della ditta

Bisognerebbe utilizzare il giornale



la grande maggioranza delle ditte inchieste ha a disposizione materiale illustrato, in più lingue, di orientamento iniziale e di informazione

del personale o della ditta per meglio informare gli stranieri, per evitare incomprensioni, per allentare le tensioni e per dare avvio ai contatti tra svizzeri e stranieri. Quattro quinti delle ditte inchieste che hanno un giornale del personale, fanno uso di questa possibilità. La maggioranza pubblica prevalentemente articoli o inserti in italiano riguardanti bisogni specifici degli stranieri.

Altre hanno una edizione in lingua italiana per i collaboratori stranieri, secondo i casi completata anche da articoli in spagnolo o altra lingua. In pochi casi gli stranieri ricevono un giornale del personale indirizzato proprio a loro. Tra l'altro alcune ditte, per favorire un più rapido inserimento linguistico, rinunciano a qualsiasi traduzione, si limitano ad offrire allo straniero un breve riassunto nella sua lingua oppure pubblicano sull'albo degli affissi eventuali comunicazioni. Alcune ditte si rivolgono agli stranieri sia nella loro lingua madre, sia in tedesco o francese, per fornire loro nel contempo materiale di lettura in tedesco o francese.

Il giornale viene per lo più spedito a casa, per elevare il grado di distribuzione dell'informazione.

Nel programma redazionale dei giornali del personale dovrebbe essere riservato maggiore spazio a contributi che riguardino un miglior inserimento degli stranieri nella società svizzera, valorizzando scambi vicendevoli di esperienze e favorendo l'intesa e il contatto tra svizzeri e stranieri. Le ditte dovrebbero poter contare, per raccogliere informazioni, per la revisione e la traduzione dei testi, sull'appoggio delle parti sociali, delle comunità di lavoro per i problemi degli stranieri e di altre istituzioni e persone operanti nell'ambito dell'assistenza e dell'inserimento degli stranieri. Il servizio di articoli e di informazioni per i redattori dei giornali del personale con sede a Berna potreb-

be rivelarsi di utilità alle ditte anche per questo. Possibilmente dovrebbero essere coinvolti nel lavoro redazionale anche rappresentanti dei destinatari.

#### *Materiale di orientamento e di informazione*

La grande maggioranza delle ditte inchieste ha a disposizione materiale illustrato, in più lingue, di orientamento iniziale e di informazione. Questo materiale contiene per lo più informazioni dell'azienda. Solo in pochi casi si hanno anche accenni a questioni non riguardanti l'azienda e informazioni per i lavoratori stranieri. Opuscoli con informazioni aziendali e altre sono pubblicati per esempio dalle ditte Ciba-Geigy di Basilea, Dätwyler di Altdorf e Ebauches di Neuchâtel. Tra l'altro tali opuscoli informano sulla struttura politica ed economica della Svizzera e del Cantone di soggiorno, sulla organizzazione sociale e sanitaria, sulle parti sociali, sui contratti collettivi, sulle normative del mercato del lavoro e della polizia degli stranieri, sulle possibilità del tempo libero e su altri aspetti che interessano gli stranieri.

Un indirizzario permette allo straniero l'accesso a uffici pubblici o privati che gli possono essere di aiuto per problemi o questioni concrete. Il *Merkbüchlein für Ausländer* (agendina per stranieri) della Ciba-Geigy contiene inoltre un indice delle materie per facilitare al destinatario la ricerca dell'informazione.

La ditta Suchard di Neuchâtel intende raggiungere questo obiettivo di informazione recapitando agli stranieri l'opuscolo *Centre sociale protestant de l'Eglise réformée évangélique du canton de Neuchâtel*.

Le ditte associate al comitato regionale d'integrazione di Solothurn hanno

pubblicato nella primavera 1975 materiale informativo comune. Il materiale informativo è da considerarsi una preinformazione da completarsi con l'informazione orale. Deve essere redatto in forma succinta e il più possibile agevole, corredato di illustrazioni, contenente però nel contempo i dati informativi completi. Questo materiale da una parte dovrebbe illustrare le questioni più importanti per lo straniero e sollecitarlo a riferirsi per singoli schiarimenti ad uffici di assistenza e di consulenza o a persone competenti, dall'altra dovrebbe servire anche allo straniero che, nonostante il prolungato soggiorno in Svizzera, non riesce ancora a risolvere determinati problemi.

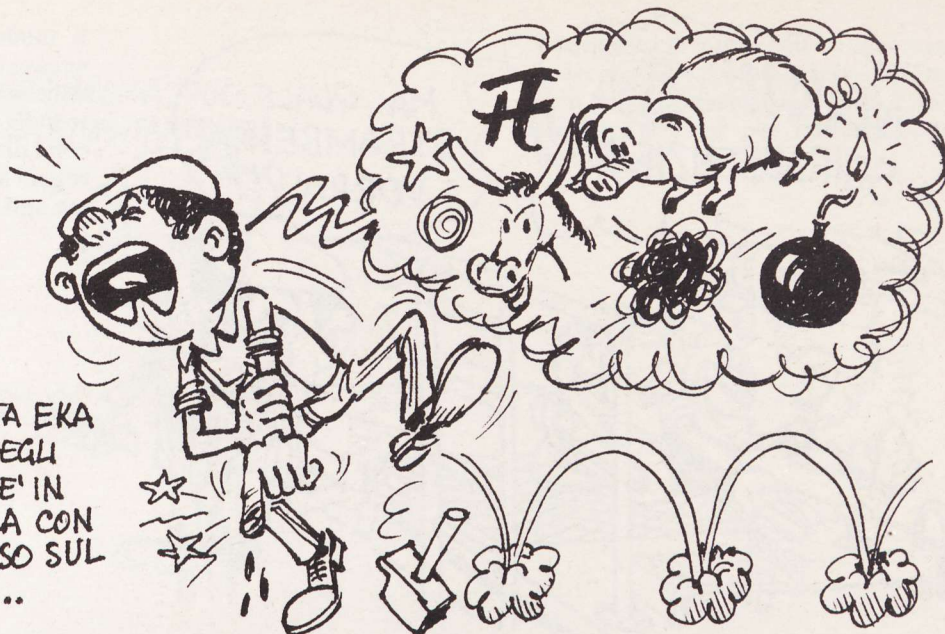
#### *Necessità di collaborazione*

Dovendo questo materiale informativo contenere tutta una serie di informazioni, si pone il problema di combinare un lavoro comune tra Confederazione, cantoni, comuni, parti sociali, comunità di lavoro per i problemi degli stranieri, ditte ed altri uffici competenti. È conveniente che le ditte nella scelta e nella distribuzione del materiale informativo, come anche nelle necessarie spiegazioni orali di questi documenti, ricerchino la collaborazione delle comunità di lavoro per i problemi degli stranieri.

Il progetto per una nuova legge degli stranieri, del 24 marzo 1976, prevede nell'articolo 59 che gli stranieri, prima e dopo il loro ingresso in Svizzera, siano adeguatamente orientati sul suo sistema sociale e giuridico.

L'EKA fu incaricata dal dipartimento federale di giustizia e polizia di coordinare le informazioni dei vari uffici federali. Essa si sta sforzando nello stesso tempo di collaborare con tutti gli uffici che curano l'informazione degli stranieri.

SECONDO L'INCHIESTA EKA LA MAGGIORANZA DEGLI OPERAI STRANIERI E' IN GRADO DI CAVARSELA CON I VOCABOLI PIU' IN USO SUL POSTO DI LAVORO...



### Assemblee di informazione

Si deve prestare particolare attenzione all'organizzazione di assemblee informative. La scarsa disponibilità a partecipare a tali riunioni non raramente è da ricondursi al timore di dover ascoltare conferenze difficilmente comprensibili e di dover prendere parte alle discussioni che seguono. Perciò le assemblee informative devono essere congiunte a situazioni di incontro cordiale e organizzate nella forma di un colloquio informale. Un'altra possibilità di informare oralmente la si ha nell'ambito dei corsi di lingua (6). Migliori risultati si ottennero, forse, proiettando filmati o diapositive. Per es. nel Canton Argovia la commissione per l'amministrazione del contributo professionale nel settore edile (Commissione per il fondo paritetico), ha potuto constatare che la trasmissione delle cognizioni a lavoratori edili stranieri era più efficace tramite un programma di informazione audiovisivo che tramite conferenze.

Anche il programma informativo «Noi in Svizzera» dedica alla pura informazione due lezioni e mezza su un totale di quattro.

Sotto questo aspetto ci si può riferire anche a materiale di base e a prime esperienze. È desiderabile una collaborazione di tutti gli ambienti interessati.

## C. MIGLIORARE LE CONOSCENZE LINGUISTICHE DEGLI STRANIERI

### a) Importanza delle conoscenze linguistiche

*Conoscenze linguistiche, una chiave per l'inserimento*

Una sufficiente conoscenza della lingua del posto (dialetto o lingua scritta)

da parte dello straniero è un importante presupposto per il suo inserimento con successo nel mondo del lavoro e nella società del paese di immigrazione. Egli può risolvere con più facilità i propri problemi sociali e di contatto se riesce a superare la barriera linguistica tra sé e la popolazione locale. Senza la conoscenza della lingua si trova sprovveduto e incapace di tutelare perfino i propri interessi. Il contatto con l'ambiente è debole e superficiale e solo in forma indiretta, per cui difficilmente viene eliminata la sfiducia vicendevole.

### Dal punto di vista della ditta

Una chiara maggioranza delle ditte inchieste ritiene necessaria una formazione linguistica dei lavoratori stranieri. Molte di queste ditte facilitano la frequenza di corsi linguistici. Una migliore conoscenza della lingua da parte dei lavoratori stranieri è utile in fabbrica per impraticarsi più in fretta, per migliorare la qualifica professionale, per garantire un buon clima del lavoro e per evitare incidenti. Anche considerazioni di ordine sociale e politico parlano a favore di una sempre migliore conoscenza della lingua.

### Pericolo di rassegnazione

Il diffuso disinteresse degli stranieri verso i corsi di lingua e le difficoltà didattiche e organizzative che essi pongono hanno in parte, purtroppo, generato una certa rassegnazione. La fase recessiva dello sviluppo economico sembra d'altra parte aver influito su un allentamento degli sforzi da parte delle ditte. Ma la mutata situazione economica non giustifica una limitazione delle iniziative per promuovere la conoscenza della lingua. Anzi per il futuro l'inse-

rimento linguistico dei lavoratori stranieri riveste una importanza maggiore ancora.

### b) Stato dell'inserimento linguistico

#### *Risultato dell'inchiesta presso le ditte*

Secondo l'inchiesta la maggioranza degli operai stranieri delle ditte inchieste sembra essere in grado di cavarsela con la lingua del posto. Dall'inchiesta non è possibile sapere se il lavoratore straniero è capace anche di esprimersi correttamente, sia pure in una forma semplice. D'altra parte la conoscenza della lingua dovrebbe essere acquisita più che con i corsi nei contatti quotidiani con la gente del posto. Nella Svizzera tedesca sembra che le conoscenze linguistiche si limitino prevalentemente a comprendere il dialetto (7). Solo una piccola minoranza di lavoratori stranieri delle ditte inchieste hanno la capacità di leggere e scrivere la lingua del posto, il che ovviamente pregiudica, per lo straniero, l'avanzamento professionale, nonché l'aggiornamento e la qualificazione.... (omissis).

## D. FORMAZIONE DI BASE E FORMAZIONE PROFESSIONALE DEI LAVORATORI STRANIERI

### *Formazione scolastica e professionale degli stranieri*

Gli ultimi dati statistici sulla formazione scolastica e professionale degli stranieri si basano sul censimento del



1970. Si può dire che da allora si sia registrata una lenta tendenza verso il grado di formazione degli svizzeri.

Considerando i gruppi di professioni, gli stranieri, ad eccezione del settore tecnico, dimostrano in tutti i rami una minor formazione professionale degli svizzeri (cfr. Tabella 1).

Per quanto riguarda la formazione professionale specializzata si hanno, in percentuale, le maggiori differenze, senza eccezione, tra svizzeri e stranieri. In sei dei dieci rami professionali riportati dalla tabella 1 si trova l'81% degli stranieri attivi. Tre quarti o anche più non hanno una qualifica oppure la possiedono solo parzialmente. Nel settore dell'industria e dell'artigianato, in cui lavora il 50% degli stranieri attivi, la percentuale degli stranieri senza qualifica è del 49,8%. Il 25,4% è in possesso solo di una formazione empirica (Anlehre).

Anche per quanto riguarda la formazione scolastica vi è una chiara differenza tra svizzeri e stranieri, se si eccettuano i gradi superiori di istruzione (università, politecnico, scuola di specializzazione). Ciò riguarda soprattutto il ridotto contingente di stranieri che hanno terminato una scuola media inferiore. Inoltre c'è da sospettare che buona parte degli stranieri classificati sotto «frequenza delle scuole primarie», non abbiano condotto a termine il ciclo. Il numero degli stranieri di cui non si conosce il grado di istruzione o che non hanno avuto alcuna istruzione è proporzionalmente più elevato che presso gli svizzeri. Inoltre per gli stranieri con grado di istruzione sconosciuto dovrebbe trattarsi prevalentemente di persone con istruzione piuttosto modesta (Tabella 2).

Riassumendo si può dire che la formazione scolastica e professionale dei lavoratori stranieri è in gran parte più modesta di quella degli svizzeri e che gli stranieri esercitano in prevalenza la-

vori subalterni. Questa constatazione vale soprattutto per gli immigrati provenienti dal Sud Europa. Ciò in conseguenza della forte espansione economica che ha provocato una generale mancanza di manodopera, cui la economia svizzera ha tentato di ovviare ricorrendo ai disoccupati e molto di più reclutando dall'estero manodopera poco o per niente qualificata. Nonostante la crescente automazione e ristrutturazione tecnica, anche nel futuro ci sarà bisogno di manodopera per lavori di tipo subalterno e socialmente indesiderati. Questa dovrà essere reclutata molto di più all'interno del paese, a causa della politica immigratoria restrittiva perseguita dal Consiglio Federale, allo scopo di pervenire ad un equilibrato rapporto tra popolazione svizzera e straniera.

#### *Necessità di iniziative specifiche di formazione professionale*

Il modesto grado di istruzione e spesso lo scarso inserimento linguistico mettono lo straniero molte volte nella impossibilità di frequentare corsi di aggiornamento, anche se di regola sono aperti agli stranieri come agli svizzeri. Le iniziative finora esistenti per offrire allo straniero un aggiornamento professionale e di cultura generale nella lingua materna in base alla sua precedente istruzione, corrispondono ad un bisogno della prima generazione e devono essere portate avanti. Nell'ambito di questi corsi si dovrebbe possibilmente provvedere anche all'insegnamento della lingua. Per esempio la SAPEs effettua la parte pratica del proprio corso in lingua tedesca. Per gli italiani e gli spagnoli che risiedono nella Svizzera francese è invece possibile frequentare corsi nella lingua del posto. Diversa è la situazione per determinate categorie di impiegati, come nel settore commerciale, tecnico, amministrativo, dirigenziale o per il personale addetto alle vendi-

il modesto grado di istruzione e spesso lo scarso inserimento linguistico mettono lo straniero molte volte nella impossibilità di frequentare corsi di aggiornamento, anche se di regola sono aperti agli stranieri come agli svizzeri

te. In genere queste persone sono in uno stadio avanzato di inserimento linguistico ed hanno una formazione professionale alla pari dei colleghi svizzeri, per cui possono facilmente usufruire delle stesse possibilità di aggiornamento. Ciò vale anche per il personale di servizio dell'industria alberghiera.

#### *Orientamento dell'attività di formazione professionale*

L'attività di formazione professionale per gli stranieri si trova di fronte a un dilemma: da una parte deve orientarsi verso lo sviluppo prevedibile dell'economia e del mercato del lavoro svizzero, d'altra parte deve tener conto di un eventuale ritorno e inserimento nel sistema economico del paese d'origine.

Lo straniero desideroso di una formazione, in genere non solo ha bisogno di un aggiornamento professionale qualificato, ma anche più spesso di formazione di base.

Lo sforzo che molti stranieri fanno per migliorare la propria cultura di base merita di essere sostenuto non solo in vista di un eventuale rientro, ma anche nell'interesse di un migliore inserimento professionale e sociale possibile qui in Svizzera. Per questo le istituzioni italiane per la formazione professionale operanti in Svizzera focalizzano le loro iniziative sui corsi per l'ottenimento della licenza media.

Nel contempo tali istituzioni mirano a qualificare professionalmente gli stranieri e ad ottenere il riconoscimento ufficiale dei diplomi conseguiti sia da parte del paese d'origine sia da parte della Svizzera.

Attualmente tali diplomi sia da parte italiana, sia da parte spagnola, vengono riconosciuti solo dai rispettivi governi, benché in molti casi anche presso gli imprenditori svizzeri ottengano un certo riconoscimento.



E ORA CHE HAI UN DIPLOMA, PUOI  
TORNARE IN ITALIA E VANTARTENE!



### L'esame di fine apprendistato secondo l'art. 30 della legge sulla formazione professionale

Per i lavoratori generici vi è la possibilità dell'esame finale d'apprendistato ai sensi dell'art. 30 della legge sulla formazione professionale, a condizione che abbiano esercitato la professione per un periodo di tempo doppio di quello prescritto per il tirocinio (nel progetto per la nuova legge una volta e mezza) e che possano provare di aver frequentato le lezioni di formazione professionale previste o di aver acquisito altrimenti le necessarie conoscenze professionali. Secondo il BIGA si può tenere conto dell'esercizio pratico della professione fatto all'estero, se vi sono certificati che ne diano un quadro chiaro.

In linea generale l'esame può essere fatto in tedesco, francese o italiano, ma la decisione spetta ai Cantoni, i quali di regola cercano di venire incontro, secondo le possibilità, ai candidati di lingua straniera.

Le iniziative finora in atto per dare una formazione ai candidati ai sensi dell'articolo 30 della legge sulla formazione professionale dovrebbero essere sviluppate, tenuto conto del grande numero di operai generici fra gli stranieri.

### Importanza dell'aggiornamento degli stranieri

Con lettera circolare del 30 agosto 1966 il BIGA sollecitò i competenti dipartimenti cantonali per la formazione professionale a sviluppare ulteriormente le iniziative per la formazione e l'aggiornamento dei lavoratori stranieri e a dare appoggio a quelle già esistenti. Ciò anche nell'interesse dell'economia svizzera e per promuovere l'inserimento.

In un'altra circolare del 16 maggio 1973 il BIGA valutò positivamente le

iniziative che nel frattempo si erano susseguite e chiese ai cantoni di continuare ad appoggiarle.

Il giornale degli imprenditori *Schweizerische Arbeitgeber Zeitung* (8) nell'anno 1973 sottolineava l'importanza economica dell'aggiornamento su larga scala: «Un miglior grado di istruzione del personale di tutte le categorie, come pure l'estensione della formazione di base e professionale, compresa la conoscenza della situazione economica, potrebbe essere utile per lo sviluppo e la capacità di adattamento delle aziende alle mutate situazioni».

### c) Possibilità specifiche di aggiornamento per gli stranieri e organismi competenti

#### Commissioni miste cantonali

In quasi tutti i cantoni c'è per gli stranieri la possibilità di seguire diversi corsi di formazione e di aggiornamento in lingua italiana e in alcuni casi anche in lingua spagnola.

Tredici cantoni negli ultimi anni hanno istituito commissioni miste che esaminano o coordinano le esigenze di aggiornamento degli stranieri (9). In queste commissioni di regola sono rappresentati l'ufficio cantonale per la formazione professionale, gli imprenditori e i lavoratori, il Consolato italiano ed eventualmente le organizzazioni italiane operanti nel settore della formazione professionale.

#### Finanziamento

La maggioranza dei corsi viene sovvenzionata con contributi della Confederazione, dei Cantoni e del Ministero degli Esteri italiano.

per questo le istituzioni italiane per la formazione professionale operanti in Svizzera focalizzano le loro iniziative sui corsi per l'ottenimento della licenza media

Il governo spagnolo, a diploma conseguito, rimborsa ai lavoratori spagnoli che frequentano istituzioni svizzere o italiane, le spese sostenute durante il corso.

I corsi dei *Centros Españoles de Formación y Social del Emigrante* sono gratis per tutti gli spagnoli che li frequentano, se portano a termine con esito positivo il corso.

### Responsabili dei corsi di formazione per gli stranieri

Organizzatori e responsabili di corsi specifici di aggiornamento per gli stranieri sono, da parte straniera; istituzioni di formazione professionale private, consolari, sindacali e in parte anche le Missioni italiane e spagnole.

Da parte svizzera, le grandi e medie aziende con proprie officine di apprendistato e di qualificazione, le scuole professionali locali, le associazioni professionali degli imprenditori e dei lavoratori.

Queste ultime, in diversi Cantoni, soprattutto nel settore edilizio, finanziano i corsi tramite il fondo paritetico.

Contribuiscono però a promuovere la formazione e l'aggiornamento degli stranieri anche i corsi organizzati nella lingua del posto dalle singole ditte, dalle diverse scuole tecniche e di specializzazione, dalle officine per l'apprendistato, dalle scuole professionali e d'arte. A questi in genere possono accedere indifferentemente svizzeri e stranieri.

*(Vengono elencati i vari organismi di formazione professionale da parte italiana, spagnola, jugoslava. È desiderato un miglior coordinamento, anche per convincere gli svizzeri a dare il loro appoggio)*



### E. PARTECIPAZIONE DEI LAVORATORI STRANIERI NELLE COMMISSIONI DI RAPPRESENTANZA DEL PERSONALE

#### *La rappresentanza del personale come fattore di inserimento*

Bisogna promuovere la presenza dei lavoratori stranieri nelle rappresentanze del personale e la loro partecipazione ai compiti e ai lavori di queste commissioni. Ciò favorisce l'inserimento degli stranieri a livello delle aziende e della società e le relazioni interpersonali sul posto di lavoro.

#### *Diritto di voto attivo e passivo*

Ai lavoratori stranieri, a parità di condizioni, si dovrebbero riconoscere gli stessi diritti che agli svizzeri. Ciò vale per il diritto di voto attivo e passivo. Tale trattamento di parità dovrebbe ovunque essere perseguito, sia all'interno della azienda, sia per quanto riguarda i contratti collettivi.

#### *La questione della rappresentanza proporzionale*

La composizione delle rappresentanze del personale dovrebbe il più possibile rispecchiare le varie condizioni dei dipendenti. Allo scopo i lavoratori dovrebbero fare ogni sforzo per tener conto in modo adeguato anche dei collaboratori stranieri come candidati. Ci si dovrebbe guardare perciò da una rigida distribuzione dei seggi sulla base dei rapporti numerici tra dipendenti svizzeri e stranieri, nel determinare le rappresentanze del personale. Non è praticamente attuabile una considerazione proporzionale di tutte le nazionalità.

Inoltre non si tratta di rafforzare la coscienza di appartenenza al proprio gruppo etnico, quanto di migliorare l'intesa tra lavoratori svizzeri e stranieri e di promuovere l'inserimento di questi ultimi.

#### *I rapporti nelle commissioni di fabbrica*

Per quanto riguarda il diritto di voto attivo e passivo i contratti collettivi o non prevedono nulla o danno delle rigide indicazioni o fanno solo raccomandazioni, e solo in singoli casi prevedono delle restrizioni riguardanti le nazionalità.

Nell'industria delle calzature, per es., per i lavoratori stranieri, a differenza degli svizzeri, si richiede una più lunga appartenenza alla fabbrica ed una determinata durata di soggiorno. Inoltre la rappresentanza per ogni singolo distretto elettorale e nel suo insieme deve consistere, almeno per metà, di cittadini svizzeri.

In base alle risposte delle ditte e dei sindacati consultati, a livello di fabbrica, per la maggior parte delle ditte, sembra già essere in atto un trattamento di parità. Negli altri casi gli statuti e i regolamenti delle commissioni di fabbrica prescrivono, per l'eleggibilità di uno straniero, una certa durata di soggiorno in Svizzera oppure limitano il numero di eventuali membri stranieri, fissando per es. un numero minimale di rappresentanti svizzeri.

#### *I rapporti nelle rappresentanze degli impiegati*

Per quanto riguarda l'industria chimica e delle macchine e le banche la presenza degli stranieri nelle rappresentanze degli impiegati si attua in modo diverso. Per quanto riguarda il diritto di voto attivo e passivo gli stranieri

gli stranieri che provengono da paesi con una impostazione sociale e sindacale del tutto diversa, durano difficoltà a capire come si concepisce in Svizzera il ruolo delle parti sociali.

sono sul piano di parità con gli svizzeri. Essi si dimostrano in genere interessati all'attività dell'associazione, vi prendono parte attiva, sono accettati dai colleghi svizzeri in base alle proprie capacità e appoggiati nel caso di una eventuale candidatura.

Gli impiegati stranieri sono, come gli svizzeri, per lo più già per il tipo di attività, molto più a conoscenza dei vari e complicati problemi dell'azienda e del settore. Di solito le difficoltà linguistiche vengono superate in fretta. Situazioni di tensioni in base alla nazionalità finora non si sono riscontrate. I tradizionali contatti con l'estero di questi settori, lo status professionale e sociale degli impiegati, la presenza proporzionale piuttosto modesta degli stranieri, sono tutti fattori che contribuiscono essenzialmente a questo stato di cose.

#### *Formazione dei membri delle commissioni di fabbrica*

Compito particolarmente oneroso per uno straniero membro di una commissione di fabbrica è di persuadere i propri connazionali dell'utilità di una commissione di fabbrica in genere e del comportamento adeguato della commissione in casi concreti.

Ciò che gli stranieri che provengono da paesi con una impostazione sociale e sindacale del tutto diversa, durano difficoltà a capire come si concepisce in Svizzera il ruolo delle parti sociali. Siccome il modo di risolvere i conflitti di interessi non può corrispondere alle proprie originarie concezioni, spesso si sottovalutano le possibilità che una commissione di fabbrica ha per salvaguardare gli interessi dei dipendenti di fronte alla direzione aziendale.

I membri di commissione stranieri incorrono perciò spesso nel pericolo di soccombere alle aspre critiche dei propri connazionali. Per poter essere all'altezza del proprio compito, hanno biso-

HEI, VOI DUE, SIETE AUTORIZZATI  
AD ASSOCIARVI ?!?



gno di una fondata conoscenza del sistema svizzero delle parti sociali e di una sufficiente conoscenza della lingua del posto.

Tali requisiti sono importanti per una partecipazione costruttiva alle trattative della commissione di fabbrica e per il miglior esercizio possibile della propria funzione nella vita di ogni giorno. La metà delle ditte inchieste esigono giustamente dai membri delle commissioni di fabbrica, sufficienti conoscenze della lingua tedesca o francese. Presupposto per una attiva collaborazione è ad ogni modo l'aver familiarità con il mondo dell'azienda.

Nello stesso tempo, soprattutto il presidente ma anche gli altri membri svizzeri della commissione, possono contribuire al superamento di molte difficoltà, se conoscono bene la problematica derivante dalla presenza degli stranieri ed hanno le necessarie conoscenze linguistiche. La direzione aziendale e le parti sociali devono perciò promuovere la formazione linguistica dei membri di commissione svizzeri e stranieri.

Diversi contratti collettivi prevedono per i membri delle commissioni di fabbrica il diritto ad un congedo pagato per frequentare corsi e convegni che servano alla formazione e all'aggiornamento sui compiti richiesti della propria funzione.

(omissis) La formazione e lo scambio di esperienze possono essere facilitati anche da una collaborazione tra organizzazioni degli imprenditori e dei lavoratori, invitando per es. un rappresentante degli imprenditori come relatore ospite. Attraverso colloqui diretti con gli imprenditori i membri di commissione stranieri possono già nei corsi di formazione rendersi conto di come funzionano in Svizzera i rapporti tra le parti sociali.

#### Formazione di attivisti sindacali

Anche nei corsi per attivisti sindacali dovrebbe essere tenuto in debita considerazione il problema delle relazioni interpersonali tra svizzeri e stranieri sul posto di lavoro e la promozione della conoscenza, da parte dei lavoratori stranieri, del funzionamento delle parti sociali in Svizzera. Persone straniere di fiducia possono esercitare un influsso positivo sui propri connazionali. Le organizzazioni dei lavoratori dovrebbero esaminare se non sia conveniente organizzare specificamente corsi di informazione e di formazione per stranieri.

#### Importanza di una sufficiente informazione

La fiducia dei lavoratori svizzeri e stranieri nelle rappresentanze del personale dipende molto dal grado di preparazione, dalle competenze previste e da un buon funzionamento dell'informazione tra divisione aziendale, rappresentanze del personale e l'insieme dei dipendenti.

La divisione aziendale dovrebbe perciò ricercare insieme alle rappresentanze del personale i mezzi e le vie per ottenere un buon flusso di informazioni dall'alto verso il basso, e dal basso verso l'alto.

#### Collaborazione delle rappresentanze del personale nell'azione d'inserimento

Le rappresentanze del personale hanno un ruolo centrale, nell'ambito delle proprie competenze, nell'elaborazione di strategie concrete di inserimento e di promozione di una buona intesa tra dipendenti svizzeri e stranieri. Esse possono fare proposte e sollecitazioni per una parità di trattamento di tutti i dipendenti e contribuire a risolvere situazioni di tensione dovute alla appartenenza etnica.

bisogna pur sempre stare attenti che il favorire iniziative per l'inserimento degli stranieri non porti danno agli svizzeri

#### NOTE

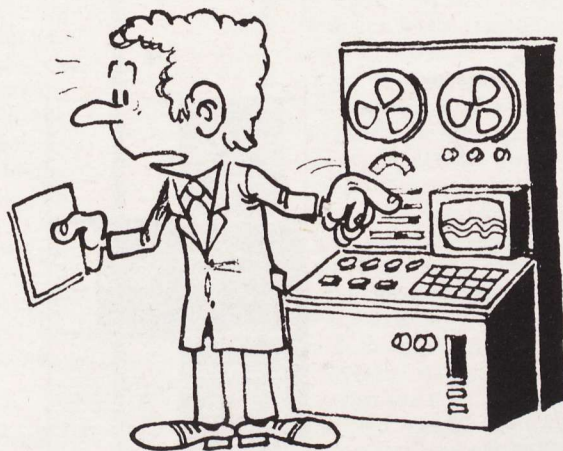
- (1) Cfr. Istituto sociologico dell'Università di Zurigo, *Die politische Integration von ausländischen Arbeitnehmern*, Pilotstudie, luglio 1976, soprattutto c. 3.4. e 3.9.
- (2) Cfr. EKA *Konzept zum Ausländerproblem*, Bern, luglio 1973/aprile 1975.
- (3) Cfr. Hoffmann-Nowotny H.J., *Soziologie des Fremdarbeiterproblems*, Stoccarda 1973, c. 2, paragrafo 2.3., c. 3, cfr. anche Hagmann H.-M., *Les immigrés italiens en Suisse: attitudes helvétiques* (inchiesta di Losanna/Sion), Consiglio d'Europa, 2. conferenza demografica europea, Strasburgo, agosto/settembre 1972.
- (4) Cfr. Hoffmann-Nowotny H.J., a.a.O., c. 2, paragrafo 2.2., c. 4; cfr. anche Istituto sociologico della Università di Zurigo *Die politische Integration von ausländischen Arbeitnehmern*, Pilotstudie, Zurigo, luglio 1976.
- (5) Cfr. EKA, *Auswirkungen der Rezession auf die Ausländer*, paragrafo 2, in *Die Volkswirtschaft*, Nr. 10/1977.
- (6) Cfr. per es. ECAP-CGIL, *Manuale di tedesco per i lavoratori italiani emigrati*, Zurigo 1977.
- (7) Questa ipotesi trova la sua conferma nello studio pilota dell'Istituto sociologico dell'Università di Zurigo, a.a.O., tab. 3.24.
- (8) 1973, n. 7, pp. 103.
- (9) Zurigo, Berna, Lucerna, Friburgo, Basilea-città/Basilea-campagna, Schiaffusa, St. Gallo, Argovia, Ticino, Vaud, Neuchâtel, Ginevra.

Tab. 1 - Grado di formazione della popolazione attiva in Svizzera alla fine del 1970

Gruppi professionali	Totale occupati		% degli occupati con ciclo completo di formazione							
			Formazione superiore		Formaz. prof. specializ.		Formaz. prof. parz.		Senza formaz. prof.	
	svizzeri	stranieri	svizzeri	stranieri	svizzeri	stranieri	svizzeri	stranieri	svizzeri	stranieri
Fauna e Flora	227.076	10.681	0,3	0,4	21,2	10,1	26,0	25,2	52,4	64,3
Prof. industriali e artigianali	642.773	327.992	0,4	0,4	57,9	24,4	10,5	25,4	31,2	49,8
Professioni tecniche	128.054	25.341	31,9	54,9	49,9	24,9	5,6	11,0	12,6	9,2
Prof. dirigenziali e amministrative	420.221	44.408	15,5	26,9	55,4	31,6	13,3	18,6	15,8	22,9
Servizi di vendita e approvvigionamento	223.987	17.224	6,1	11,6	53,0	32,6	14,5	22,7	26,5	33,1
Trasporti	157.113	18.685	1,2	1,4	37,9	14,3	28,8	32,9	32,2	51,4
Industria alberghiera	191.001	91.690	1,5	1,2	27,5	13,1	20,8	22,0	50,2	63,7
Servizi pubblici e sociali	222.895	38.497	45,0	45,7	33,6	24,2	10,0	17,3	121,5	12,8
Altre professioni	81.195	23.255	0,4	0,8	32,4	11,9	16,1	24,7	51,0	62,6
Prof. indeterminate operai generici senza l'indicazione della professione	44.432	59.257	0,6	0,3	16,2	5,4	7,3	11,0	75,9	83,3
Totale	2.338.747	657.030	9,8	7,4	45,1	20,9	14,7	22,2	30,3	49,5

Tab. 2 - *Grado d'istruzione della popolazione svizzera e straniera (1970)*

Gradi di istruzione	Popolaz. Totale	Svizzeri		Stranieri	
		in assoluto	%	in assoluto	%
Università	118.515	90.605	2,5	27.910	3,8
Politecnico	56.575	44.822	1,3	11.753	1,6
Scuola di specializzazione	397.216	361.251	10,2	35.965	4,9
Scuola superiore	321.071	269.489	7,6	51.582	7,0
Scuola media	1.070.250	974.355	27,4	95.895	12,9
Scuola elementare	2.052.478	1.631.652	46,0	420.826	56,9
Nessuna scuola o formazione scolastica non conosciuta	274.410	178.615	5,0	95.795	12,9
Totale	4.290.515	3.550.789	100,0	739.726	100,0



# novita' bibliografica

## MIGRATIONS: LE POINT SUR LA QUESTION

n. 1, Mars 1978, CSER.

*Ouvrages*  
*Articles*  
*Colloques*  
*Thèses*

Ce travail est une bibliographie analytique. Dépassant le stade de l'information bibliographique, il est intéressant de ne point s'arrêter au titre pour juger de l'ouvrage et, en ce sens, un effort particulier a été fait pour compléter l'information, en présentant parfois un bref compterendu. Pour s'assurer d'un ordre efficace d'utilisation, un index thématique est retenu. Il se compose de mots-clé et d'une liste géographique. Pour une meilleure compréhension, cet index thématique a été traduit en trois langues: italien, anglais et allemand. Un classement systématique a été retenu pour l'ensemble des quatre sections. Si un ouvrage traite de sujets différents, on le retrouvera sous plusieurs mots-clé de la grille, annoncé brièvement et suivi d'un renvoi au mot-clé principal.

## 1876-1976: UN SECOLO DI EMIGRAZIONE ITALIANA



Quadro generale dell'emigrazione italiana in cent'anni di rilevazioni ufficiali (con le tabelle dell'intera serie storica, grafici e cartine) (L. Favero, G. Tassello, CSER).

Emigrazione e spopolamento (E. Sonnino).

Cent'anni di migrazioni interne (A. Golini).

Le rimesse degli emigrati (F. Balletta).

Economia precaria ed emigrazione (F. Cerase).

L'emigrazione italiana e il Mezzogiorno (E. Malfatti, SVIMEZ).

Le politiche migratorie in cent'anni di storia unitaria (G.B. Sacchetti).

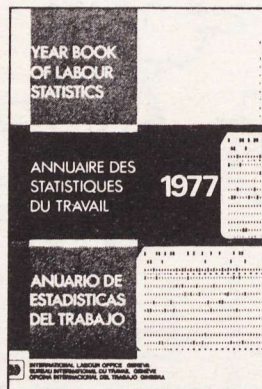
*In Appendice: Bibliografia delle fonti e della letteratura statistica sull'emigrazione italiana.*

## Annuaire des statistiques du travail, 1977

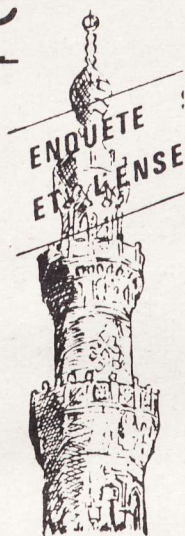
37<sup>e</sup> édition

1977 xxvii+909 pp. Trilingue F/E/S  
ISBN 92-2-001859-4 (relié)  
95 fr.s.; \$37,95

Véritable mine de renseignements, l'*Annuaire des statistiques du travail* présente, pour quelque cent quatre-vingt-dix pays ou territoires, un résumé des principales statistiques du travail. Il permet à tous ceux qui s'occupent des questions sociales et des problèmes du travail, notamment dans les services officiels, les milieux économiques, les universités, les organisations d'employeurs ou de travailleurs, les associations de consommateurs, etc., de suivre les tendances et l'évolution dans les divers domaines considérés.



e



DEUX MILLIONS  
DE CROYANTS  
DANS L'OMBRE

الله

## L'ISLAM EN FRANCE

Le Centre d'Informations et d'Etudes sur les Migrations Européennes publie ce mois-ci une étude sur la présence de l'Islam en France.

Ce document fournit des données statistiques sur les musulmans dans notre pays, suivant leur nationalité, avec des indications sur leur répartition sur le territoire français et leur structure socio-professionnelle et démographique.

Puis, «un regard sur l'Islam» permet de découvrir des traits caractéristiques des musulmans, de leur culture et de leur communauté.

Enfin, sont livrés les résultats d'une enquête, menée entre octobre 1976 et juin 1977; «le but de cette enquête est de donner un premier aperçu sur les conditions faites aux musulmans en France pour vivre leur religion et exprimer sa vitalité. Plus concrètement elle s'est donné des limites bien précises: l'inventaire des lieux de culte islamique et l'intérêt pour l'enseignement de l'arabe».

Cette étude sera utile à tous ceux qui sont attentifs, à un titre ou à un autre, à ce que vivent parmi nous «deux millions de croyants dans l'ombre», les musulmans, souvent si peu connus. (S.N.O.P.)

**C.I.E.M.M. - 46 due de Montreuil -  
75011 PARIS - Tél: 307.49.30**



Un Convegno di studio sui fenomeni migratori in Italia, organizzato dal Comitato dei Geografi Italiani (Commissione di Studio sui fenomeni migratori in-Italia) e dalla Associazione Italiana Insegnanti di Geografia (Sezione Friuli-Venezia Giulia), si tiene a *Piancavallo* (Pordenone) dal 28 al 30 aprile. Le relazioni di base, presentate a cura della Commissione del COGEI, vertono sui seguenti temi: L'approccio geografico allo studio dei fenomeni migratori (M.L. Gentileschi, Cagliari); Tipologia dei fenomeni migratori (G. Valussi, Trieste); Conseguenza delle migrazioni nei luoghi di partenza e di arrivo (S. Piccardi, Firenze); La geografia dei rientri (R. Simoncelli, Roma); Per una cartografia dei fenomeni migratori (M. Cataudella, Salerno).

Nutrita la partecipazione delle Università straniere: Montpellier (A.M. Faidutti-Rudolph); Leicester, U.K. (R. King); Lubiana (V. Klemencic); Alberta Canada (L. Kosinski); Ginevra (C. Raffestin); Zagabria (I. Baucic).

Il documento di M.L. Gentileschi sul rinnovamento della ricerca geografica sulle migrazioni conclude con una valutazione degli studi migratori in Italia, affermando che gran parte di essi «sono rimasti confinati nell'ambito delle monografie geografiche regionali, poiché le migrazioni erano viste solo come una delle forze che contribuiscono a modificare un territorio e cioè a differenziare spazi. Inoltre hanno avuto grande seguito alcuni temi di ricerca come l'esodo rurale, lo spopolamento montano, le cause ambientali delle migrazioni, temi che si sono rivelati assai fertili e che si sono arricchiti di validi contributi. Oggi, di fronte all'evoluzione del pensiero geografico, le idee e i metodi che hanno guidato quelle realizzazioni sembrano aver perduto gran parte della loro fecondità». Attendiamo perciò con interesse i risultati del Convegno augurandoci che esso serva davvero a rinnovare e a meglio approfondire la conoscenza del fenomeno migratorio.

# GAST

## IL RINVIO DEGLI STRANIERI

